

Commune de Romeyer

Plan Local d'Urbanisme



Rapport de présentation

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : LE DIAGNOSTIC COMMUNAL	4
Fiche d'identité	5
I – Présentation du territoire	7
1. Une situation éloignée des grands axes de passage	7
2. Une commune inscrite dans différents secteurs de projets	7
II – Analyse paysagère	10
1. Contexte général	10
2. Les séquences paysagères	10
III – Etat initial de l'environnement	19
1. Contexte physique	19
1.1 - Topographie	19
1.2 - Climatologie	19
1.3 - Géologie et hydrogéologie	19
1.4 - Hydrologie et qualité des eaux	22
1.5 - Réglementation	22
1.6 - Risques naturels	23
2. Contexte naturel	26
2.1 - Cadre général et réglementaire	26
2.2 - Les autres milieux naturels	29
2.3 - La faune	29
2.4 - Les corridors écologiques	30
3. Contexte humain	33
3.1 - Les déplacements	33
3.2 - Les nuisances et les risques	35
3.3 - Les déchets	36
3.4 - Les réseaux d'eau et d'assainissement	36
IV – Situation urbaine	38
1. L'urbanisation et les dynamiques récentes	38
2. L'organisation urbaine : une structure éclatée	38
3. Les équipements	41
4. Le fonctionnement urbain	42
5. Le patrimoine bâti	43
V – Evolutions socio-économiques	44
1. La population	44
2. L'habitat	47
3. Les activités	49
4. L'agriculture	50
4-1 - Quelques chiffres	50
4.2 - Les productions	50
VI – Contraintes d'aménagement	53
1. Les sensibilités paysagères et naturelles	53
2. Les servitudes d'utilité publique	53
3. Les secteurs de protection archéologique	53
VII – Enjeux de développement	55

4 - La valorisation des paysages et l'amélioration du cadre de vie

Les grands équilibres paysagers seront globalement respectés, notamment par la limitation du mitage de l'espace autour des hameaux, et avec la préservation des zones naturelles.

La préservation des grandes perspectives visuelles depuis la route départementale vers l'extérieur et des coupures d'urbanisation entre les hameaux devraient contribuer à maintenir une qualité dans le paysage communal, par le maintien des « respirations vertes ».

5 - La prévention des risques naturels et technologiques

Un PPRI est en cours de réalisation. Les zones n'ont pu être reportées sur le plan de zonage du PLU, les secteurs et niveaux d'aléas n'ayant pas encore été définis.

Le règlement du PLU devra prévoir des dispositions particulières visant à réduire l'exposition aux risques et à réduire les freins à l'écoulement des eaux, une fois ces risques évalués.

Les risques d'exposition aux incendies ont été pris en compte dans le cadre de la définition des zones constructibles, sachant que les futurs secteurs d'urbanisation ne sont pas situés dans les zones à risque incendie.

Il n'y a pas au moment de l'établissement du PLU de risques technologiques majeurs sur la commune.

6 - Les déplacements et le cadre de vie

Le maintien et le renforcement du cœur de village avec la volonté de développer un point commercial et de service à l'échelle de la commune devrait contribuer à la réduction des déplacements automobiles en direction de Die.

Toutefois, les secteurs de développement urbain sont localisés soit à l'intérieur soit à proximité des hameaux, leurs capacités de constructions sont réduites ce qui ne devrait pas engendrer un accroissement des circulations incompatible avec la qualité du cadre de vie.

Globalement, le PLU pourra générer des effets positifs par :

- Une maîtrise du développement urbain qui n'est actuellement pas assurée en l'absence de document d'urbanisme,
- la préservation des secteurs à forts enjeux écologiques, et n'aura pas d'effet direct ou indirect sur les sites Natura 2000 et autres zones de protection des espaces naturels,
- la prévention vis à vis des risques naturels.

Les effets négatifs du PLU pourront être compensés dans les aménagements à venir en veillant à la qualité des opérations et à la préservation des sensibilités environnementales.

➤ Les espaces agricoles

- Le secteur des Arnauds

L'extension du hameau mise en place par le PLU est située le long de la voie communale n°1 sur des espaces de friches. Ces secteurs sont limitrophes d'un siège d'exploitation. Ils représentent une surface de 0.3 ha. Ces espaces sont intégrés dans la ZNIEFF de type 1 dite du plateau de Die et du ruisseau de Meyrosse. Toutefois lors du diagnostic établi pour le PLU, aucune station de Tulipes sauvage n'a été détectée. L'inventaire réalisé pour le compte de la DDT sur ce point n'a pas été communiqué à la commune.

2 - La préservation des milieux naturels et des espaces agricoles

Les surfaces naturelles et agricoles représentent 3788.43 ha soit 99.69 % du territoire communal.

➤ Les espaces naturels

La majorité des zones à enjeux écologiques, identifiées précisément dans le cadre du diagnostic communal, bénéficient d'un statut de protection avec un classement en zone naturelle (N) ou agricole (A), voire Ap (agricole inconstructible).

Globalement, les différents corridors écologiques recensés le long des cours d'eau et coulées vertes sont respectés et les secteurs à forts enjeux écologiques seront préservés, ainsi que les zones humides identifiées.

Ainsi, le PLU aura globalement des effets positifs vis-à-vis de la biodiversité locale, en évitant un mitage du territoire et protégeant les espaces d'intérêt écologique majeur.

La commune se situe en bordure du site Natura 2000 des hauts plateaux du Vercors. Toutefois, les projets inscrits au PLU, n'entraîneront pas d'effets majeurs sur les secteurs écologiques de la commune, ce qui ne devrait pas entraîner d'effets indirects sur le site Natura 2000 du Vercors (les secteurs potentiels de chasse des oiseaux seront notamment maintenus et le corridor écologique du cours de la Meyrosse sera préservé). Il n'est donc pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale spécifique (EIPPE), le PLU n'ayant pas d'effets indirects ou directs sur les zones Natura 2000.

Les espaces agricoles du territoire sont préservés dans leur cohérence et leurs fonctionnalités. En effet, les sièges d'exploitation recensés lors du diagnostic se localisent en zone agricole (A) et ne seront pas gênés par l'urbanisation.

Le PLU prévoit la possibilité de reprise ou l'installation des anciennes exploitations dans le cadre d'un renforcement du pastoralisme (zones Aa).

Globalement le PLU, par une définition claire des limites de l'urbanisation, par la préservation des accessibilités agricoles et des corridors de fonctionnalité agricole devrait avoir pour effet de maintenir l'agriculture locale.

3 - La préservation de la qualité des eaux

La commune de Romeyer est desservie par un réseau d'assainissement géré en régie par la commune.

L'ensemble du réseau d'assainissement draine les eaux vers une station d'épuration située au Sud de la commune au lieu-dit « Les Barlettes ».

Cette station d'épuration a été mise en place en 2005 et est dimensionnée pour 300 équivalents/habitants. Elle traite aujourd'hui 250 eq/hab, voire 270 eq/hab en période de fréquentation estivale.

Le réseau d'assainissement est de type séparatif et ne collecte donc que les eaux usées.

Afin de se conformer aux exigences de la loi sur l'eau de 1992, la commune a élaboré un schéma général d'assainissement. Celui met en place un secteur d'assainissement collectif à partir des hameaux.

Seul le secteur des Planeaux fait l'objet de travaux en cours : réalisation d'une station d'épuration et réseau collectif. Les travaux doivent s'achever en 2010. L'ensemble des zones U du PLU sera donc relié au réseau collectif d'assainissement.

Le PLU dans son règlement n'autorise pas de construction nouvelle en assainissement non collectif.

Les capacités de développement résidentiel du PLU sont en cohérence avec les capacités de la station d'épuration actuelle avec environ 30 à 37 eq/hab supplémentaires.

DEUXIEME PARTIE : LES DISPOSITIONS DU PLU.....57

I - Le cadrage général du PLU58

II – Le projet d'aménagement et de développement durable60

1. Justification des choix retenus pour l'élaboration du PADD60

2. Le PADD61

3. Les orientations d'aménagement62

III – Le projet réglementaire.....62

1. Le zonage.....62

2. Le règlement.....65

3. La prise en compte des risques naturels66

4. Les emplacements réservés67

5. La protection des boisements et éléments du patrimoine.....67

6. La cohérence avec les orientations supra communales et les autres documents.....68

IV – L'impact du PLU sur l'état initial de l'environnement69

1. Les extensions urbaines69

2. La préservation des milieux naturels et des espaces agricoles.....70

3. La préservation de la qualité des eaux70

4. La valorisation des paysages et l'amélioration du cadre de vie.....71

5. La prévention des risques naturels et technologiques.....71

6. Les déplacements et le cadre de vie.....71

Première partie Le Diagnostic communal

diagnostic communal
diagnostic communal

IV - L'impact du PLU sur l'état initial de l'environnement

Conformément au décret du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement, il convient d'évaluer les incidences du projet communal sur l'environnement.

Ces incidences sont appréciées ci-après tant sur le plan des effets positifs du nouveau plan, que de ces effets négatifs sur l'environnement.

1 - Les extensions urbaines

De façon générale, les différentes extensions urbaines ont pour conséquence :

- une augmentation de l'imperméabilisation des sols,
- une augmentation des rejets d'effluents,
- un effet d'emprise sur l'espace agricole,
- une transformation paysagère,
- une augmentation des déplacements (trafic routier et nuisances associées),
- une augmentation des besoins en termes d'équipements, de services et de commerces.

Les opérations de densification et de renouvellement urbain permettent de limiter l'ensemble de ces effets.

➤ Les zones à vocation d'habitat

Le plan de zonage du PLU prévoit l'urbanisation de 3 principaux secteurs à vocation d'habitat :

- L'extension du bourg

Les parcelles non construites pouvant faire l'objet d'une urbanisation sont situées en partie dans l'enveloppe urbaine (sous la mairie) et en partie en extension Nord (en continuité des constructions récentes existantes). Ces secteurs ne correspondent pas à des parcelles agricoles de proximité ni à des milieux naturels d'intérêt écologique identifiés dans le diagnostic. Ces secteurs ne concernent pas de zone de protection naturelle (Natura 2000, ZICO, ZNIEFF etc.). Ces zones représentent environ 0.7 ha.

- Le secteur du Moulin et des Liotards

Les parcelles non construites sont situées soit en « dents creuses » de l'enveloppe du hameau, soit en extension. Dans les deux cas les espaces sont occupés par des prairies. Ces espaces représentent au total 0.48 ha. Une parcelle est intégrée dans la ZNIEFF de type 1 dite du plateau de Die et du ruisseau de Meyrosse. (Surface 1209 m²). Toutefois lors du diagnostic établi pour le PLU, aucune station de Tulipes sauvage n'a été détectée. L'inventaire réalisé pour le compte de la DDT sur ce point n'a pas été communiqué à la commune.

- la protection en zone naturelle de l'ensemble des cours d'eau de la commune,
- la protection des ripisylves en espaces boisés classés, ou en éléments remarquables du paysage (L123.1.7)
- la protection des zones humides,
- la réduction des rejets dans les milieux naturels et notamment les cours d'eau (toutes les urbanisations nouvelles doivent être raccordées à un assainissement collectif),
- la protection de la ressource en eau potable (les secteurs de protection des captages sont en zone naturelle et font l'objet d'un report spécifique sur le plan de zonage.

➤ La cohérence avec le schéma général d'assainissement

Le Schéma d'assainissement et ses études préalables, a délimité un secteur d'assainissement collectif. Toutefois les zones desservies par le réseau ne sont pas en cohérence avec ce schéma. En effet le réseau d'assainissement est plus étendu que le zonage d'assainissement.

L'ensemble des développements inscrits dans le PLU sont desservis par le réseau collectif.

Le PLU permet la construction d'environ 12 à 15 logements soit environ 32 à 37 eq/hab supplémentaires à traiter par la STEP.

Le développement du PLU est cohérent avec les capacités de la station d'épuration qui traite 250 à 270 eq/hab et qui est dimensionnée pour 300 eq/hab permanents.

6 - La cohérence avec les orientations supra communales et les autres documents

La commune de Romeyer n'est pas couverte par des documents supra communaux comme un SCOT ou un PDU. En revanche elle est couverte par un PLH et par la charte du parc du Vercors. Le PLU a un rapport de compatibilité avec ces documents. De plus le PLU doit être compatible avec les dispositions de la loi Montagne qui s'impose sur le territoire communal.

➤ La cohérence avec le PLH

Le programme local de l'habitat prévoit un La densification des zones d'habitat existantes. Le Plu de Romeyer entre dans cette orientation en ne prévoyant un développement résidentiel qu'à partir des hameaux existants.

Le PLH prévoit aussi la réalisation de 25 % de logements locatifs aidés. Cette disposition n'est pas traduite dans le PLU. Mais la commune souhaite plutôt un développement du secteur social par la réhabilitation du parc ancien actuel et la requalification des logements vacants.

➤ La cohérence avec la Charte du Parc du Vercors

Une nouvelle charte a été établie en 2007, elle est applicable jusqu'en 2020.

Cette nouvelle Charte s'appuie sur trois principaux axes :

- la préservation et la mise en valeur du patrimoine et des ressources naturelles,
- la mise en place d'un développement économique durable (agriculture et tourisme durable,...),
- le maintien des équilibres d'aménagement et d'occupation de l'espace.

Ces trois grands axes se déclinent en objectifs généraux et en objectifs opérationnels. Notamment la charte identifie les enjeux suivants sur la commune de Romeyer :

- des secteurs de massifs forestiers et ensembles boisés à maintenir (gestion multifonctionnelle des espaces forestiers et valorisation de la ressource bois).

Cet objectif est mis en œuvre dans le PLU par la préservation des grands boisements des versants (zone naturelle et EBC)

- des secteurs agricoles exploités ou en déprise à maintenir (soutien de l'agriculture durable de qualité, soutien des modes de gestion agricoles favorisant la biodiversité et de la ressource eau).

Le PLU prévoit cette préservation du potentiel de production économique de l'agriculture en n'autorisant pas de nouvelles constructions sur les espaces qui ont été identifiés comme stratégiques pour les exploitations existantes et sur les espaces potentiels de reconquête pour une activité de pastoralisme.

- Un secteur d'intérêt écologique prioritaire pour la vallée de la Meyrosse.

Le PLU préserve le corridor de la Meyrosse (zone naturelle ou agricole sans construction).

Ainsi, du fait de la prise en compte des enjeux écologiques, économiques (dont l'agriculture), paysagers, et touristiques, le PLU de la commune de Romeyer correspond aux objectifs de la Charte du PNR du Vercors.

➤ La cohérence avec la loi Montagne

La loi Montagne impose notamment la préservation des territoires nécessaires au maintien des activités agricoles, pastorales et forestières. Elle impose au PLU de comporter des dispositions propres à préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel. Enfin elle impose la construction en continuité des bourgs, hameaux et groupes de construction traditionnels.

Le PLU de Romeyer s'inscrit pleinement dans ces orientations. En effet il développe une urbanisation soit par densification des quelques zones de constructions récentes existantes soit par une urbanisation en continuité immédiate de l'enveloppe de hameaux. Il permet en cela de répondre à l'objectif de préservation des milieux naturels et agricoles. Par ailleurs il a identifié des territoires nécessaires au maintien de l'activité agricole, et des exploitations. Ainsi le PLU préserve la très large majorité de ces secteurs (terrains plats de fond de vallée de la Meyrosse, terres agricoles de fonctionnement autour des exploitations. Il les préserve d'un enclavement par des urbanisations nouvelles.

➤ La cohérence avec le SDAGE

Ce document prévoit la gestion de la ressource en eau, la préservation de la qualité des eaux souterraines et superficielles, la préservation des zones humides et de leur fonctionnement, ainsi que la gestion des risques.

Le PLU de Romeyer prévoit la préservation de la qualité des eaux, et des milieux naturels associés par :

Fiche d'identité

Superficie : 3800 ha

Population en 1990 : 114 habitants

Population en 1999 : 154 habitants

Population en 2006 : 201 habitants

Densité au Km² : 4.8 habitants/km²

Altitude moyenne : 478 m à 2000 m

Rythme annuel de la construction : 2 à 3 logements/an (période 2000 à 2006)

Historique du document d'urbanisme :

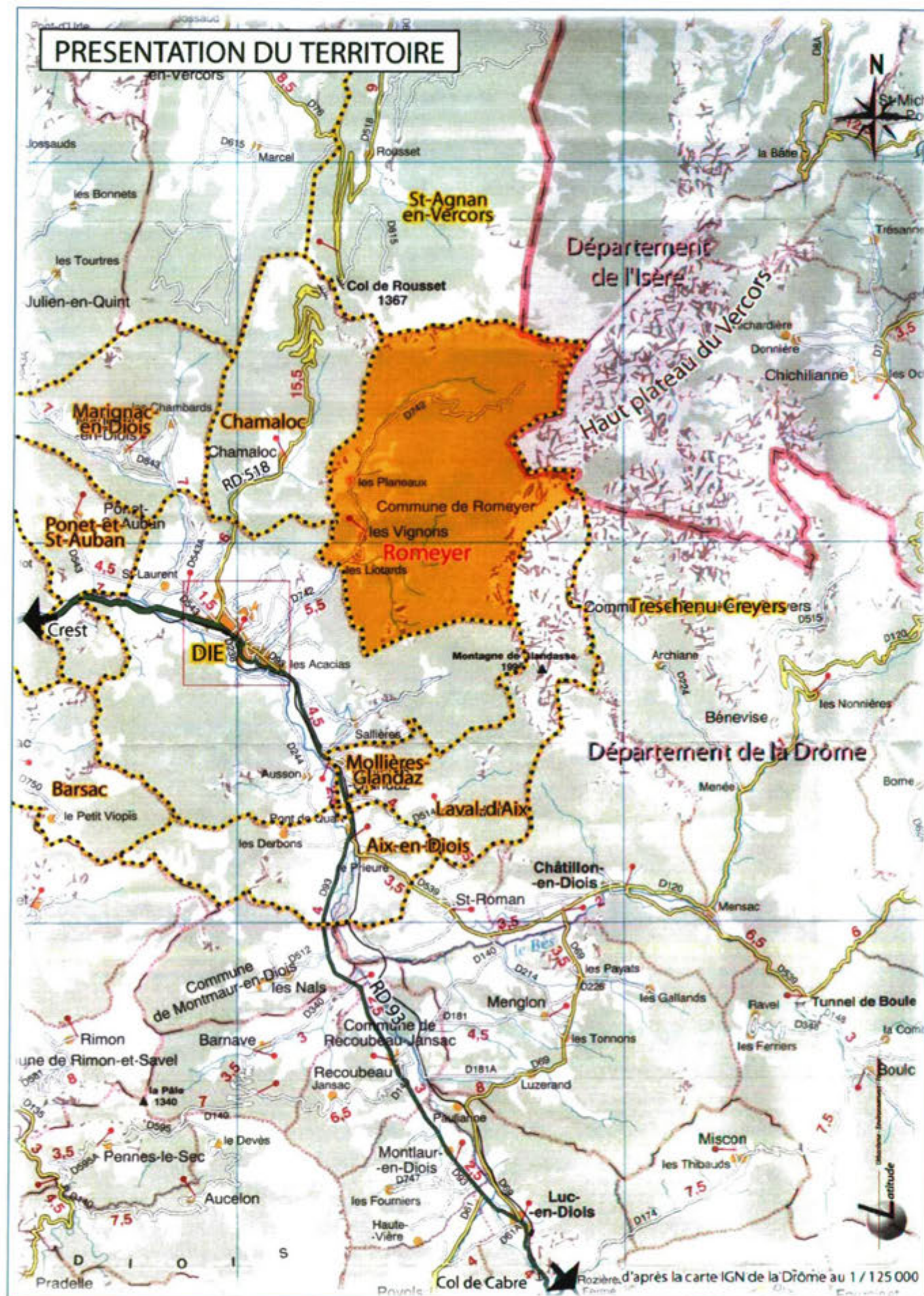
La commune n'est soumise à aucun document d'urbanisme. C'est le Règlement National d'Urbanisme (RNU) qui s'applique.

Commune appartenant au territoire :

- de la communauté de communes du Diois,

Ses limites territoriales sont définies par :

- Laval d'Aix et Chichilianne à l'Est,
- St Agnan en Vercors et Gresse en Vercors au Nord,
- Chamaloc à l'Ouest,
- Die au Sud.



4 - Les emplacements réservés

Les emplacements réservés permettent à la puissance publique de réserver les terrains nécessaires à la réalisation des futurs équipements publics (voiries, équipements de superstructure). De plus la loi SRU a permis à la collectivité de définir des emplacements réservés pour la réalisation de logements sociaux.

Les emplacements réservés permettent d'éviter qu'un terrain destiné à la réalisation d'un équipement public ou d'une infrastructure ne fasse l'objet d'une utilisation incompatible avec sa destination future.

Ils créent des droits aux propriétaires desdits terrains, puisqu'ils leur permettent de mettre en demeure la collectivité bénéficiaire de les acquérir ou de lever la réserve.

L'élaboration du PLU de Romeyer a permis de mettre en place des emplacements réservés en cohérence avec le projet de développement de la commune.

Ces emplacements réservés concernent :

- des stationnements ; En effet la commune souhaite renforcer les capacités de stationnements publics sur quasiment tous les hameaux qui aujourd'hui ne disposent d'aucun espace pour cela.
- l'aménagement d'aires récréatives, espaces publics au centre village de part et d'autre de la Mairie. L'emplacement réservé R7 en plus de l'espace récréatif concerne l'aménagement d'un bâtiment technique municipal, à proximité de la mairie.

N° de l'emplacement réservé	Objet	Bénéficiaire
R1	Les Planeaux : parking	Commune
R2	Les Planeaux : parking et accès	Commune
R3	Les Arnauds : parking	Commune
R4	Les Liotards : parking	Commune
R5	Le centre bourg : espace public, aire récréative	Commune
R6	Le centre bourg : espace public, aire récréative	Commune
R7	Le centre bourg : espace public, aire récréative et bâtiment technique municipal	Commune

5 - La protection des boisements et des éléments du patrimoine

Le PLU, en application de l'objectif du PADD de protection des espaces naturels d'intérêt écologique, a protégé les principaux boisements constituant une continuité biologique et un intérêt paysager : boisements des espaces montagnards, des bords de ruisseau, de ravins,...

Cette protection vise à empêcher les défrichements sur des espaces naturels pour :

- éviter le renforcement des phénomènes d'écoulements torrentiels des eaux pluviales ;
- préserver les corridors biologiques repérés comme espaces nécessaires au fonctionnement écologique du territoire (notamment le long des vallons).

Le classement en EBC interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection, ou la création de boisements. Il entraîne donc de plein droit le rejet de la demande d'autorisation de défrichement.

Cette protection a été mise en place sur tous les grands boisements d'altitude de façon à préserver leur caractère paysager et surtout leur intérêt écologique (habitats).

Les EBC n'ont pas été mis en place sur les espaces nécessaires aux canalisations de transport d'eau (captages du Rays et centrale hydroélectrique) de façon à faciliter leur entretien et les éventuels travaux nécessaires.

Une autre protection a été mise en place pour les arbres et éléments végétaux remarquables participant au caractère paysager communal :

Ainsi les principaux alignements végétaux structurants, les arbres isolés de caractère, constituant une qualité paysagère, sont protégés dans le PLU au titre de l'article L123.1.7 du code de l'urbanisme. Cette protection nécessite la reconstitution de ces alignements ou éléments végétaux en cas de destruction ou d'aménagements.

Ainsi sont protégées à ce titre les haies structurantes du paysage des coteaux, plus particulièrement le long des ravins.

➤ La zone A

La zone agricole est strictement réservée à cette activité. Le règlement n'autorise donc que les occupations et utilisations du sol directement liées à l'exploitation agricole. Toutes les autres occupations sont interdites : constructions et extensions de logements, d'activités, changement de destination des bâtiments agricoles etc.

Comme pour les zones urbaines, en l'absence de réseaux de collecte des eaux pluviales, une infiltration sur la parcelle doit permettre de prendre en compte les problèmes liés aux ruissellements torrentiels.

Le règlement impose des surfaces minimales de parcelles uniquement pour adapter la surface du terrain aux conditions d'aptitude des sols à l'assainissement autonome.

Les articles 6 et 7 imposent un retrait minimal de 5 m par rapport à l'alignement et de 4 m par rapport aux limites séparatives afin de préserver des discontinuités bâties dans des espaces ruraux.

La hauteur des bâtiments agricoles est limitée à 9 m pour permettre la construction des bâtiments techniques nécessaires à cette activité. En revanche, les autres bâtiments sont limités à 8.50 m au faîtage comme dans les autres zones pour une cohérence d'ensemble sur la commune.

Comme pour toutes les autres zones, la hauteur des clôtures est limitée à 1.60 m. Il s'agit de mettre en œuvre la charte d'intégration urbaine et paysagère.

Dans la zone Ap de protection des perspectives paysagères aucune construction n'est admise.

Dans la zone Aa destinée à accueillir des activités de pastoralisme, seules sont autorisées les constructions de stockage et d'élevage liées à cette activité. Aucune habitation nouvelle y compris les sièges d'exploitation n'est admise.

➤ La zone N

La zone naturelle comporte plusieurs secteurs :

- la zone N

Ce secteur correspond aux espaces naturels à protéger dans lequel sont présentes des habitations qu'il faut gérer. Pour cela le règlement prévoit :

- la possibilité d'extension des constructions existantes jusqu'à 200m² de SHON totale, les aménagements dans le volume bâti existant, les changements de destination pour de l'habitation, des activités ou de l'hébergement touristique sans limitation de SHON dans le volume des constructions.

- la possibilité d'implanter des annexes et des piscines

Les abris en bois pour animaux parqués sont autorisés à condition qu'ils s'intègrent à leur environnement par un adossement aux haies et aux clôtures et par une surface limitée. Sont admises les installations nécessaires aux services publics si elles ne dénaturent pas les lieux.

- le secteur NL

Sont admis les aménagements légers liés à la pratique des loisirs (aires de jeux, cheminements).

Le règlement du PLU répond aux objectifs du PADD d'une part et des lois SRU et UH d'autre part, en intégrant des prescriptions particulières en matière :

- d'intégration urbaine et paysagère par des règles concernant les types d'implantation des constructions,
- de développement des déplacements doux par l'obligation d'aménagement de voies spécifiques pour les piétons et les cycles, dans les nouvelles urbanisations,
- de densification des nouveaux développements urbains, ainsi moins consommateurs d'espaces,
- de protection des espaces naturels en réduisant les facteurs de mitage par des constructions individuelles,
- de protection vis-à-vis des risques naturels (zone inconstructible dans les secteurs d'inondation)

3- La prise en compte des risques naturels

Le PLU intègre les contraintes imposées en matière de risques naturels. Il affiche dans le zonage la présence des risques d'inondation connus :

- le secteur d'inondation de la Meyrosse et du Rays tel qu'il a été porté à la connaissance de la commune est reporté sur le document graphique, avec les différents types d'aléas.
- Le règlement dans ses dispositions générales et dans les zones concernées, prévoit notamment dans les secteurs exposés au risque d'inondation des restrictions de constructibilité importantes.
- L'aléa feux de forêt est annexé au PLU.
- Les éléments d'information la prise en compte des risques retrait gonflement d'argiles sont annexés au PLU. Il est rappelé que la protection vis-à-vis de ce risque ne relève pas des règles d'urbanisme et n'entrent pas dans le champ réglementaire du PLU. Toutefois des règles constructives doivent être respectées et relèvent de la responsabilité du constructeur.

I - Présentation du territoire

1 - Une situation éloignée des grands axes de passage

La commune de Romeyer est à l'écart des grands axes de circulation. Située en fond de vallée de la Meyrosse, elle est desservie par la RD 742 qui la relie à la vallée de la Drôme et à Die.

Ainsi, Romeyer s'inscrit au pied du Vercors à 73 km de Valence, 105 km de Grenoble et de Sisteron et à 96 km de Gap.

2 - Une commune inscrite dans différents secteurs de projets

La Communauté de Communes du Diois (CCD)

La commune de Romeyer est intégrée à la Communauté de Communes du Diois qui a été créée en 2001 par transformation du district rural de développement du Diois. La Communauté de Communes regroupe 52 communes des quatre cantons de Châtilhon-en-Diois, de Die, de la Motte Chalançon, de Luc-en-Diois.

La Communauté de Communes a compétence en matière de :

- Aménagement de l'espace (études d'intérêt communautaire).
- Développement économique : animation et études en matière de développement économique, touristique, agricole. Création et gestion de plusieurs zones d'activités d'intérêt communautaire.
- Environnement : élimination et valorisation des déchets, gestion des rivières et notamment du contrat de rivière Drôme.
- Politique du logement : élaboration d'une politique communautaire en matière de logement, animation du PLH (Programme Local de l'Habitat) et des différentes interventions en matière de logement (PIG, OPAH...).
- Services publics sociaux : acquisition, gestion et construction d'équipements collectifs d'intérêt communautaire.

La Directive Territoriale d'Aménagement des Alpes du Nord

Ce document, prévoit de structurer les territoires autour des pôles (Die, en l'espèce) et prévoit d'édicter des prescriptions visant à économiser l'espace, limiter les déplacements et préserver les espaces agricoles et naturels.



La commune est également soumise à l'application de la Loi montagne.

Le Programme Local de l'Habitat du Diois (PLH)

Pour faire face aux enjeux de développement et d'équilibre résidentiel à l'échelle du bassin d'habitat, il s'est avéré nécessaire de mettre en place un PLH. Celui-ci a été initié par la Communauté de Communes. Un diagnostic a été réalisé. Des orientations ont été mises en place en matière de développement résidentiel (typologie de l'offre, localisation etc.). Notamment ces orientations prévoient :

- un développement résidentiel équilibré et cohérent, porteur de qualité urbaine et paysagère,
- plus de logements locatifs aidés avec un pourcentage moyen de 25 % de la production de logements.
- La densification des zones d'habitat existantes

Les orientations prises dans le cadre du PLU doivent être compatibles avec celles du PLH et permettre la mise en œuvre des objectifs validés à l'échelle de la Communauté de Communes.

Le contrat de Développement Rhône Alpes Diois (CDRA Diois)

Le contrat de Pays est un accord passé entre la CCD et la Région Rhône-Alpes ; il permet au territoire de bénéficier de subventions régionales dans le cadre d'un programme prédéfini pour 5 ans. Selon les types de projets de développement, il s'adresse à des particuliers, des associations, des structures publiques ou privées.

A travers ce contrat, la Région s'est engagée à participer au développement du Pays Diois à hauteur de plus d' 1 million d'euros sur 5 ans et a choisi de mettre l'accent sur la question foncière, les projets d'aménagement durable (valorisation du patrimoine), les actions transversales peu éligibles aux crédits thématiques et l'ingénierie de développement.

Le Parc Régional du Vercors

La commune de Romeyer fait partie du Parc Naturel Régional du Vercors. Ce parc vient de faire réviser sa charte, celle-ci qui fixe un certain nombre d'objectifs et d'orientations avec lesquels le PLU devra être compatible.

Cette nouvelle charte (2008-2020) a été approuvée par le comité syndical le 2 septembre 2007.

Les principaux objectifs de cette nouvelle charte sont les suivants :

- préserver, restaurer et mettre en valeur les patrimoines et les ressources du Vercors (eau...);
- s'impliquer pour un développement économique durable fondé sur la valorisation des ressources spécifiques du Vercors (agriculture....);
- inventer et préparer les territoires de demain (stratégie nationale, régionale....);
- anticiper et accompagner les mutations économiques et les changements sociaux (diversification touristique, accueil de nouveaux habitants, maintien de la population....);
- mettre la connaissance et la recherche au service de la dynamique du territoire (valoriser les informations, soutenir les programmes de recherche...);
- impulser les démarches participatives et renforcer l'implication des territoires et collectivités du Vercors (sensibilisation, implication des habitants...);
- consolider les partenariats, l'ouverture et les coopérations (impliquer les territoires voisins...);
- suivre et évaluer la charte (suivis).

Le territoire communal de Romeyer est intégré à plusieurs objectifs de la charte du parc :

- des secteurs de massifs forestiers et ensembles boisés à maintenir (gestion multifonctionnelle des espaces forestiers et valorisation de la ressource bois),
- des secteurs agricoles exploités ou en déprise à maintenir (soutien de l'agriculture durable de qualité, soutien des modes de gestion agricoles favorisant la biodiversité et de la ressource eau)
- secteur d'intérêt écologique prioritaire pour la vallée de la Meyrosse.

2 - Le règlement

Le règlement du PLU permet également la mise en œuvre des objectifs du PADD.

➤ La zone U

Les articles 1 et 2 déterminent les occupations et utilisations du sol admises. Dans ces secteurs majoritairement résidentiels, ont été interdits :

- les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, ces installations peuvent présenter des potentialités de danger ou de nuisances pour un voisinage résidentiel,
- les bâtiments à usage d'activités sont limités en surface. En effet, il s'agit par cette mesure de permettre l'installation d'activités commerciales, de services ou artisanales de proximité et de dimension compatible avec une intégration au tissu villageois. Il s'agit d'éviter de grandes implantations qui n'ont pas leur place dans les espaces villageois.
- les occupations de nature à créer des nuisances, ou pouvant aller à l'encontre de l'objectif d'intégration urbaine et paysagère défini au PADD : parcs d'attraction, dépôts, garages collectifs de caravanes, carrières, constructions agricoles et industrielles ainsi que les entrepôts,

L'article 3 définit les conditions, d'accès et de voirie,

L'article 4 détermine les conditions de desserte par les réseaux. Les constructions doivent être raccordées aux différents réseaux. De plus, la problématique des eaux pluviales est importante. Afin de ne pas renforcer les problèmes de ruissellement pluvial, et en l'absence de réseau collectif adapté, les nouvelles constructions devront obligatoirement infiltrer ou stocker les eaux pluviales sur la parcelle (tranchées drainantes, puits d'infiltration etc).

L'article 5 ne réglemente pas de surface minimale pour la constructibilité des terrains en application de la loi SRU. En effet, dans la zone U l'ensemble des terrains est desservi par l'assainissement collectif.

Les articles 6 et 7 réglementent les implantations des constructions par rapport aux voies et aux limites séparatives. Le tissu villageois comporte des implantations anciennes à l'alignement et des implantations récentes généralement en retrait. Le règlement prévoit deux possibilités d'implantation afin de respecter les formes urbaines existantes soit à l'alignement, soit avec un retrait minimal de 3 m mais dans le cadre d'une cohérence d'implantation avec les constructions avoisinantes.

Il s'agit aussi de permettre par des implantations à l'alignement, des formes urbaines plus proches de la morphologie bâtie de type rue de village en cohérence avec l'objectif d'intégration paysagère des nouveaux développements.

Dans le même objectif de permettre le développement d'une forme urbaine proche des implantations traditionnelles, le règlement permet des implantations sur limites séparatives.

L'article 8 et l'article 9 ne sont pas réglementés.

L'article 10 détermine les hauteurs maximales en fonction des hauteurs déjà présentes dans la zone U. Ainsi, le règlement limite la hauteur à 8.50 au faîtage de toiture pour les constructions nouvelles. Il prévoit pour les réhabilitations et extensions des constructions anciennes des possibilités de déroger à cette hauteur maximale. Ainsi la hauteur peut être portée à la hauteur du faîtage du bâtiment existant, ou avec un dépassement maximum de 1m par rapport au faîtage du bâtiment existant uniquement pour permettre l'aménagement d'un niveau habitable.

La hauteur des clôtures est limitée à 1.60 m : il s'agit de préserver la qualité paysagère de l'espace collectif en évitant des hauteurs qui ne laisseraient pas de perspectives visuelles pour les piétons. Il convient de rendre attractifs les déplacements piétons, cette mesure participe à cet objectif.

L'article 12 impose l'obligation de réaliser des stationnements suffisants et adaptés à la nature des constructions.

L'article 13 en application de l'objectif du PADD de développer des espaces de meilleure qualité paysagère, impose des densités de plantation pour les stationnements, les secteurs d'activités et commerciaux, ainsi que pour les développements résidentiels.

L'article 14 fixe le coefficient d'occupation du sol n'est pas réglementé.

➤ La zone AU

Cette zone n'étant pas ouverte à l'urbanisation, elle n'admet aucune construction. Elle devra être ouverte par modification du PLU après réalisation d'une extension du réseau d'assainissement.

Les autres éléments du zonage

Le plan de zonage fait aussi apparaître :

- des espaces boisés classés (cf § 4), ceux-ci concernent les boisements les plus structurants et surtout ceux qui représentent un intérêt majeur sur le plan du fonctionnement écologique du territoire à la fois à l'échelle communale et à l'échelle supra communale : ripisylves ou boisements le long des ravins, grands espaces arborés des hauteurs du plateau.
- des éléments remarquables du paysage protégés au titre de l'article L123.1.7 du code de l'urbanisme. Ces éléments sont des haies structurantes du paysage qui devront être préservées pour leur rôle structurant dans le paysage et/ou leur rôle de refuge ou de corridor écologique. Il s'agit par cette protection de répondre à l'objectif du PADD de préservation des éléments identitaires de la commune.

La superficie des zones

Zones	Superficie PLU (ha) *
U	10.6 ha
AU	0.3 ha
Total zones U et AU	10.9 ha
Zone A	5 ha
Aa	29.5 ha
Zone Ap	80 ha
Total zones A	114.5 ha
NL	9.1 ha
Ne	1.03 ha
N	3664.47 ha
Total zones naturelles	3674.6 ha
TOTAL	3 800 ha

Le potentiel théorique constructible

Zones	Superficie urbanisable en Ha	Réceptivité théorique en logements
U	1.16 ha en 9 tènements	9 logts en individuel
AU	0.3 ha	4 à 6 logements
Total	1.46 ha	13 à 15 logements

Ces capacités représentent un potentiel de développement démographique de 32 à 37 habitants supplémentaires au total (sur la base de la taille actuelle des ménages (2.5 personnes/ménage). Ce calcul ne tient pas compte des phénomènes de rétention foncière.

Cela représente une population totale comprise entre environ 230 habitants et 240 habitants si la totalité des potentialités de construction du PLU sont utilisées.

Il faut rappeler que la commune voit augmenter sa population en période touristique avec les résidences secondaires (environ 60 personnes) et les saisonniers (50 à 100 personnes)

Au rythme de croissance de 1% par an (rythme très inférieur à celui de ces cinq dernières années), le PLU permet un développement sur 15 ans, et sans phénomène de rétention foncière.



II - Analyse paysagère

1 - Contexte général

Le paysage communal dispose d'une situation particulière, aux pieds du massif du Vercors, dominé par les balcons du Glandasse.

Dans les grandes familles de paysages (naturels, agraires, urbains et périurbains), le secteur se caractérise par une forte naturalité, la « nature à l'état pure », avec :

- d'une part, l'impression visuelle ou sensitive, d'être dans une nature vaste et sauvage ;
- d'autre part, un sentiment plus intellectualisé que ce pan de territoire à une valeur naturaliste précieuse et menacée (valeur symbolique et l'intérêt écologique de la réserve naturelle des Hauts plateaux du Vercors).

En effet, les montagnes occupées par de grands massifs boisés et les vallées plus agricoles où les activités humaines restent discrètes, constituent la trame de ce paysage, dont les fondements se situent au temps de la sédimentation océanique et de l'orogénèse alpine (formation des roches et des reliefs).

L'équilibre écologique et la biodiversité induisent une valeur supplémentaire de ce paysage, où la présence d'une flore et d'une faune sauvages emblématiques contribue à cette représentation.

Depuis Die, la RD 742 constitue le seul accès à la commune. Passé le verrou paysager des gorges de la Meyrosse, les usagers sont alors entourés de montagnes, dans un vaste amphithéâtre, où les barres rocheuses sont omniprésentes au loin.

Ensuite, le paysage communal, est animé par les rares événements urbains du bourg et des Planeaux, les perceptions sont structurées par les lignes de crêtes à différents plans, les sommets, les falaises et par la végétation (bois naturels ou plantations de noyers).

L'eau est un élément important car omniprésent à Romeyer, de façon visuelle par la présence de la Meyrosse et de ses affluents, ainsi qu'au niveau des ambiances sonores, avec de nombreuses sources captées qui ruissellent dans les hameaux.

Ainsi, ce paysage bucolique est marqué par une très grande valeur patrimoniale du fait de sa forte naturalité et par un bâti traditionnel encore bien préservé au niveau des hameaux.

A l'échelle de la région, la DIREN a mis en évidence les grandes familles de paysage et les grandes unités paysagères. La commune de Romeyer est concernée par les unités paysagères suivantes :

- Hauts plateaux du Vercors (paysage naturel),
- Contreforts du Vercors dominants la combe de Die (paysage naturel).

2 - Les séquences paysagères

Le relief de la commune conditionne la présence de plusieurs séquences paysagères :

- **la haute vallée de la Meyrosse** : cette vallée, dominée par les barres rocheuses du massif du Glandasse, est occupée par des grands massifs boisés et par des pelouses et prairies aux abords de la Meyrosse. Les cultures sont très peu présentes, avec quelques labours et vergers de noyers.

Le long de la Meyrosse les événements sont variés avec : quelques bancs de galets, des petites zones humides et une ripisylve plus ou moins développée selon les secteurs ou encore des petits ponts de pierres.

Située aux sources de la Meyrosse cette séquence, très naturelle et bucolique, annonce les prémisses de la réserve naturelle des Hauts plateaux du Vercors.

Plus près des Planeaux, cette séquence est marquée par des lignes de crêtes et sommets, qui structurent le paysage et limitent localement les perceptions.



➤ La zone AU (à urbaniser)

La commune met en place un secteur de développement dans le futur à partir du hameau des Arnauds. Cette zone n'est pas aujourd'hui reliée à l'assainissement collectif et ne peut être ouverte à l'urbanisation. Elle pourra se développer avec une modification du PLU, la réalisation de l'extension du réseau d'assainissement et avec un projet d'organisation d'ensemble.

➤ Les zones A (agricoles)

La zone A est mise en place sur les secteurs d'intérêt agronomique pour l'activité agricole : terrains plats et terrains potentiellement utilisables pour le pastoralisme en montagne. La zone inclut tous les sièges d'exploitation existants. Elle intègre aussi les parcelles de proximité autour des sièges nécessaires au fonctionnement agricole et plus particulièrement à celui des élevages existants. Il s'agit en application du PADD d'assurer des conditions favorables à leur pérennité.

Toutefois la zone agricole comporte de nombreux secteurs où les enjeux paysagers et naturels sont tout aussi importants (corridors de la Meyrosse et du Rays), perspectives paysagères dégagées de part et d'autre de la route départementale, abords des Planeaux, des Moulins, des Chapays. Dans ce secteur à forte sensibilité écologique et/ou paysagère, le PLU met en place un sous-secteur Ap interdisant toute construction nouvelle y compris agricole pour préserver la qualité et les équilibres actuels de ces espaces.

Un sous secteur Aa est mis en place sur les zones potentielles de reconquête par des activités de pastoralisme.

La zone agricole ne comporte pas de constructions qui seraient sans lien avec l'activité agricole. Un recensement des anciens bâtiments agricoles, n'ayant plus d'usage agricole et ayant une valeur patrimoniale (anciennes fermes et granges, caractéristiques de la typologie locale) a été réalisé. Il s'agissait de repérer les éléments du patrimoine rural dans la zone agricole et de permettre éventuellement son changement de destination pour éviter sa dégradation (en application des dispositions de l'article L123.3.1 du code de l'urbanisme).

Il s'est avéré que la très large majorité des bâtiments ayant une valeur patrimoniale est intégrée aux hameaux où sont intégrés dans les grands espaces naturels.

➤ La zone N (naturelle)

La zone N correspond aux grandes entités paysagères et naturelles identifiées dans le cadre du diagnostic. Elle comprend plusieurs secteurs :

- la zone N « stricte »

Cette zone de protection forte des espaces naturels interdit toute constructibilité pour assurer une préservation des milieux naturels et des paysages.

Elle concerne :

- l'ensemble des coteaux de part et d'autre de la vallée de la Meyrosse,
- Les différentes combes, ravin et cours d'eau affluents de la Meyrosse qui représentent des corridors de fonctionnement écologique du territoire,

La zone N intègre l'ensemble des zones Natura 2000, ZICO, ENS et la plupart des ZNIEFF de type 1. Toutefois la ZNIEFF de type 1 intitulée « **Plateau de Die et ruisseau de Meyrosse** », est impactée par la zone AU des Arnauds. Mais les investigations de terrain n'ont pas permis de mettre en évidence la présence d'espèces remarquables sur le site de la zone AU.

- la zone NL

Elle correspond aux secteurs du bourg qu'il est prévu de valoriser dans des aménagements légers : espaces verts, aires de jeux, etc. pouvant comprendre des stationnements : trois secteurs sont mis en place :

- les rives de la Meyrosse derrière la mairie susceptible de faire l'objet d'un aménagement d'espace vert récréatif en bordure de la rivière,
- les abords du temple pour permettre un aménagement de valorisation paysagère,
- l'espace de perception depuis le village sur les Vignons qui pourrait être valorisé en espace vert de proximité.

Orientation n°4 : Assurer des conditions favorables à la pérennité de l'activité agricole.

Il s'agit par cet objectif de protéger l'activité agricole des pressions foncières; notamment en préservant :

- les sièges d'exploitation non insérés dans les secteurs urbanisés, de toute construction résidentielle à proximité immédiate.
- les territoires à forte valeur agricole. Notamment dans un espace de montagne il est nécessaire de réserver à l'agriculture, les terrains mécanisables de moindre relief, ou à valeur agronomique, ainsi que les terrains de production fourragère qui sont essentiels au maintien des exploitations.

Le PLU préserve donc de toute urbanisation les terrains mécanisables de la vallée de la Meyrosse et dédie à l'agriculture les espaces de fonctionnalité autour des sièges existants. Pour préserver l'agriculture de montagne il peut être envisagé des réinstallations d'activités de pastoralisme. C'est pourquoi le PLU réserve des espaces permettant la réalisation de constructions agricoles (hors habitation).

Orientation n°5 : Renforcer le développement touristique en l'appuyant sur les atouts de la commune.

L'atout géographique de la commune en entrée du parc du Vercors permet un développement du tourisme vert par la valorisation des abords de la Meyrosse, des entrées du parc et des chemins de randonnées, ainsi que par le renforcement de l'hébergement touristique à partir du patrimoine existant.

3- Les orientations d'aménagement

La commune a mis en place une charte générale d'intégration paysagère, urbaine et environnementale à valeur de recommandation qui prévoit :

- le respect du site (topographie, localisation des voies de desserte...) par les implantations des constructions,
- le traitement des clôtures permettant par une diversité des plantations de conserver un paysage varié et attractif depuis l'espace collectif,
- le respect des caractéristiques architecturales du bâti ancien dans les réhabilitations : préservation des éléments caractéristiques du bâti traditionnel (ouvertures, toitures etc.).
- des orientations en matière d'intégration environnementale (gestion des eaux pluviales, constructions bioclimatiques...).

III - Le projet réglementaire

1 - Le zonage

Afin de traduire les objectifs précédemment décrits du PADD, le PLU distingue trois types de zones :

- **Les zones U**, dites zones urbaines, où peuvent être classés les secteurs déjà urbanisés, et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.
- **Les zones AU** dites zones à urbaniser où peuvent être classés les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.
- **Les zones A**, dites agricoles, où peuvent être classés les secteurs équipés ou non à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des zones agricoles.
- **Les zones N**, dites zones naturelles et forestières où peuvent être classés les secteurs équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt (esthétique, historique, ou écologique), soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

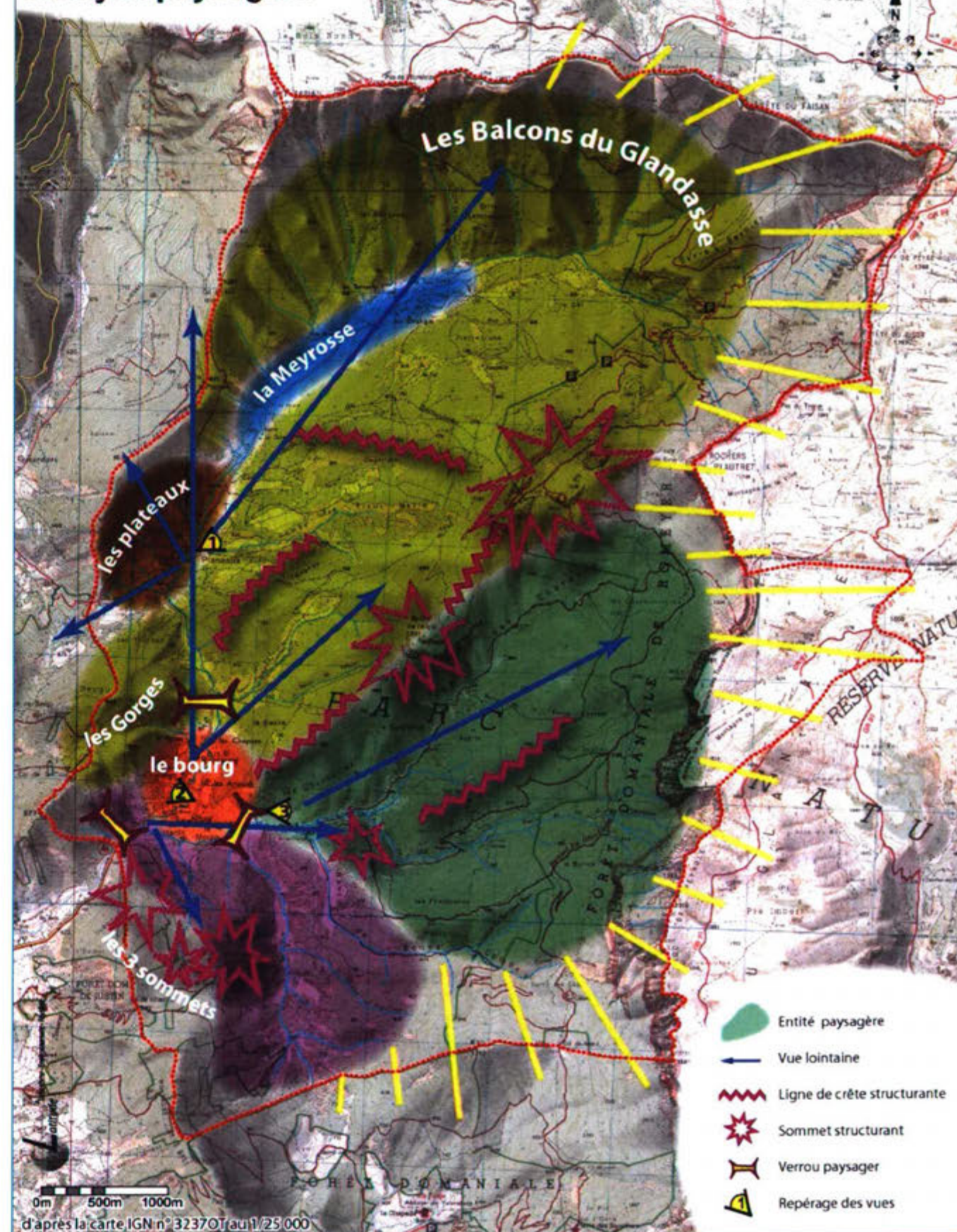
➤ Les zones U (urbaines)

Le PLU distingue une zone urbaine

- La zone U correspond :

- à l'ensemble de l'enveloppe bâtie traditionnelle des hameaux non destinés à connaître un développement urbain soit en raison de leur caractère patrimonial et/ou non desservis par le réseau collectif d'assainissement. Le bâti de ce secteur est homogène, il est essentiellement composé de constructions anciennes traditionnelles qui ont conservé une homogénéité bâtie non banalisée par des développements urbains récents de type pavillonnaire. Ce zonage a pour objectif de préserver le caractère patrimonial de ces entités bâties (Les Plateaux, Les Chapays, Les Vignons...)
- aux secteurs destinés à admettre des constructions nouvelles en renforcement des deux principaux groupements urbanisés autour du Bourg et des Moulins/Liotards. Ces secteurs sont hétérogènes ils comportent des groupements traditionnels, des équipements publics (mairie), des constructions individuelles récentes.

Analyse paysagère





➤ **Les enjeux de développement et de maîtrise des modes d'urbanisation sont tout aussi importants:** en effet, Romeyer est une commune rurale où il faut maintenir une mixité des fonctions et un développement maîtrisé pour ne pas devenir un seul secteur d'expansion résidentielle. Il s'agit d'assurer une croissance diversifiée et en conservant une maîtrise dans le rythme de l'urbanisation. Ce développement est à la fois résidentiel et économique, fonctions complémentaires et indissociables pour un équilibre du développement.

- Sur le plan résidentiel le projet communal recherche une maîtrise dans l'offre à produire à partir du bourg. Il s'agit de mobiliser les espaces desservis par le réseau collectif qui sont insérés ou à proximité immédiate du cœur de village qu'il s'agit de renforcer. Le PADD s'appuie donc sur un développement à partir des zones déjà construites pour lesquelles les investissements en infrastructures (assainissement, eau, voiries et...) sont économiquement plus économes pour la collectivité.
- Sur le plan économique, le projet communal s'appuie sur la nécessité d'autoriser d'éventuelles implantations artisanales à l'échelle de la commune en équilibre avec le développement résidentiel. La possibilité de développer des activités économiques doit être possible à l'intérieur des zones urbaines. Le développement touristique est une des composantes essentielles de l'économie locale, le PADD se fonde aussi sur la préservation des atouts qui participent à l'attractivité touristique : valorisation des espaces naturels, réaffectation du patrimoine pour de l'hébergement touristique.

2 - Le PADD

A partir de ces différentes problématiques, et des choix réalisés par la municipalité, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable a été établi et repose sur cinq grands objectifs :

Orientation n°1 : Maîtriser l'évolution de la population et le développement urbain

Il s'agit de permettre un développement résidentiel adapté à l'échelle communale qui préserve ses qualités paysagères et qui soit adapté aux capacités très limitées d'investissement de la commune en matière de réseaux (assainissement, voiries) et d'équipements publics. Pour cela la commune fait le choix de mobiliser en priorité le potentiel existant dans le parc ancien et d'autoriser un développement limité à partir du cœur de village. Les groupements traditionnels des Planeaux et du Moulin sont préservés dans leur structure patrimoniale.

Orientation n°2 : Renforcer le cœur de village dans le respect de son identité

La commune de Romeyer est constituée de plusieurs hameaux, la centralité a du mal à émerger. Il s'agit de la conforter à partir d'un renforcement des équipements, services et espaces publics autour de la Mairie. Pour cela il est prévu de réinvestir les rives de la Meyrosse dans le bourg dans un espace récréatif, d'aménager un espace public devant la Mairie et aux abords du temple. Le renforcement des fonctions de centralités passe par le renforcement des équipements (en arrière de la Mairie, l'aménagement éventuel d'un point d'animation (multiservice, bistrot de pays...). Mais cet aménagement doit préserver les qualités actuelles de l'espace central et plus particulièrement les perspectives dégagées sur le hameau patrimonial des Vignons et les abords du Temple. C'est pourquoi le PADD prévoit leur inconstructibilité.

Orientation n°3 : Protéger et valoriser les éléments identitaires de la commune

Cet objectif doit permettre à Romeyer de préserver son identité et de développer un cadre villageois et paysager de qualité pour ses habitants à travers :

- la mise en place de prescriptions paysagères dans les nouveaux développements à travers une charte d'intégration urbaine et paysagère, afin d'éviter la banalisation des paysages émergents,
- la préservation du patrimoine bâti rural en évitant sa banalisation par des constructions nouvelles aux abords et par des préconisations concernant sa réhabilitation,
- la préservation des ensembles d'intérêt paysager pour la commune : micro-espaces non construits dans le village, les vallons et coulées vertes, les alignements végétaux remarquables
- la préservation des espaces naturels : sites Natura 2000, et des ZNIEFF, les grands ensembles boisés non susceptibles d'une reconquête par l'agriculture, du réseau hydrographique des cours d'eau pérennes et non pérennes représentant des corridors biologiques.
- la préservation des perspectives visuelles : depuis la vallée sur le coteau, des continuités vertes entre les hameaux, et de l'ouverture paysagère en bordure de Meyrosse.

II - Le projet d'aménagement et de développement durable

A partir des conclusions du diagnostic communal et de l'état initial de l'environnement, la municipalité a défini un PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) qui doit permettre à la commune de poursuivre un développement modéré et respectueux des espaces naturels, des paysages et des territoires agricoles en favorisant une maîtrise des coûts collectifs. Ce projet doit aussi servir une qualité de vie des habitants.

Il s'agit par ce projet de préserver l'identité de la commune et de valoriser les fondements de cette identité tout en permettant une diversification résidentielle et économique source d'équilibre et de mixité sociale.

La construction du projet de PLU a dû rechercher une harmonie entre les sensibilités du territoire et la recherche d'un développement nécessaire au maintien de l'animation de la commune. Les contraintes du territoire sont nombreuses, notamment en raison de la présence de fortes sensibilités paysagères et naturelles. La préservation de la ressource agricole en secteur de piémont représente aussi une contrainte importante dans un contexte de pression foncière allant croissant.

Les choix politiques sont marqués par une volonté de développement modéré à l'échelle de la commune et diversifié sur le plan des occupations. Il s'agit surtout d'axer le développement futur de la commune vers des orientations plus qualitatives que quantitatives.

Il convient de justifier les choix retenus par la commune au regard des enjeux du développement durable.

1 - Justification des choix retenus pour l'élaboration du PADD

La commune de Romeyer dans l'élaboration du PADD a dû trouver un équilibre entre les enjeux de protection du patrimoine, des espaces naturels et agricoles et les enjeux de maîtrise du développement résidentiel présents sur son territoire. Il s'agit par une organisation de la gestion du territoire communal, et par le renforcement de la diversité de son occupation de maintenir un équilibre sur la commune.

Ainsi les enjeux et les principes qui ont conduit aux choix du PADD sont

➤ **Les enjeux de protection des espaces naturels** et des milieux écologiques : ils sont majeurs sur le territoire communal. Ils concernent particulièrement :

- le cours d'eau de la Meyrosse et de ses affluents représentant des corridors écologiques à une échelle supra communale, ainsi que les zones humides qui leur sont liées.

- Les milieux naturels liés au Vercors ainsi que les corridors naturels de liaison à préserver entre ces deux versants de la vallée de la Meyrosse,
- Les espèces protégées identifiées sur de nombreux secteurs,
- La présence de ZNIEFF, sites Natura 2000, ZICO, ZPS et forêts de protection qui témoignent de l'importance de ces enjeux à une échelle qui dépasse le territoire communal.

Cette richesse écologique fait partie intégrante de l'identité communale et sa préservation est un des fondements du PADD.

La présence de risques d'inondation constitue aussi un facteur pris en compte dans les équilibres recherchés par le PLU, par une limitation des constructions le long des berges de la Meyrosse et de ses affluents.

➤ **Les enjeux de préservation paysagère et patrimoniale** ont aussi été pris en compte dans le PADD. En effet la municipalité a opté pour la protection des espaces à enjeux paysagers : les coupures d'urbanisation entre les trois principaux secteurs urbanisés : le bourg, Les Planeaux, le Moulin/Liotards.

Elle a fait le choix de protéger les espaces à caractère patrimonial : les grandes perceptions paysagères depuis les axes, les espaces dégagés constituant des perspectives d'intérêt paysager dans le bourg, les hameaux traditionnels, et le patrimoine végétal remarquable comme les arbres isolés, alignements végétaux, continuum boisés. Le maintien d'un espace ouvert sans construction en bordure de Meyrosse s'inscrit dans cet objectif. Ce choix est fondé sur un objectif de préservation et de valorisation de l'identité communale et d'amélioration de la qualité de vie des habitants.

➤ **Les enjeux de protection de la ressource agricole** : le diagnostic agricole a montré que cette activité est fragile de par sa situation en zone de montagne. Mais il existe un potentiel de développement d'une activité de type pastoralisme avec des productions de qualité. Il s'agit à travers le PLU de maîtriser la pression foncière résidentielle pouvant conduire à une fragilisation et à une précarisation du monde agricole. La commune de Romeyer a donc choisi de préserver les conditions de la pérennité de cette activité en tant qu'outil de production tout en recherchant un équilibre avec la protection des milieux naturels nécessaire à l'équilibre de l'environnement et de la qualité de vie.

➤ Les Planeaux

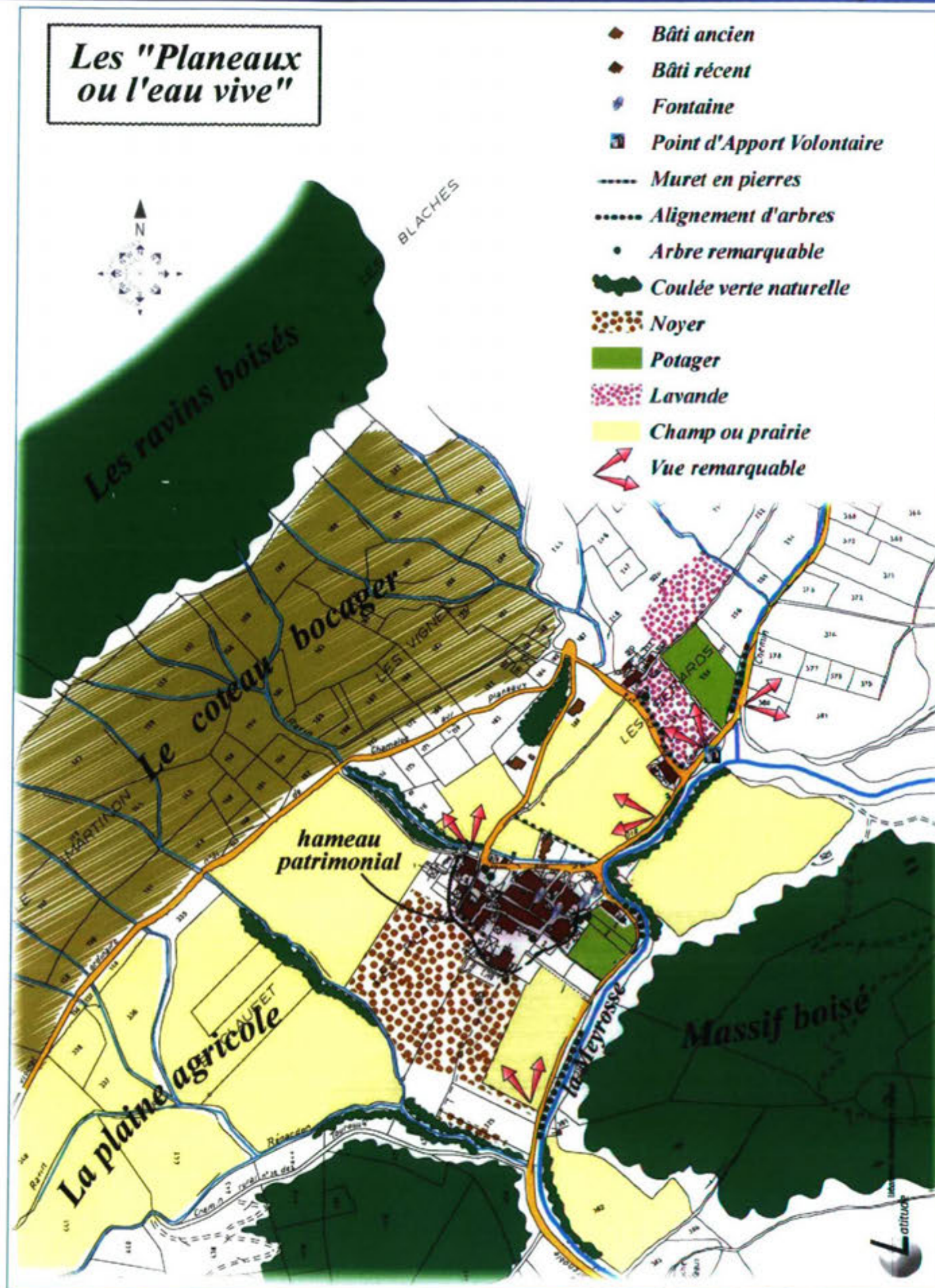
Le hameau des Planeaux est marqué par la présence de l'eau vive, du fait de la Meyrosse et de nombreuses fontaines qui animent les rues du hameau.

Ce hameau patrimonial bien conservé, se caractérise par un bâti ancien, très resserré, avec des ruelles très étroites. Malgré ce repliement, les vues lointaines sur les sommets sont fréquentes.

Les alentours des Planeaux sont marqués par :

- quelques alignements d'arbres le long des voiries,
- des espaces cultivés : cultures, noyers, lavandes,...
- la ferme des Berards,
- les coteaux de pelouses, qui ont tendance à se refermer du fait de l'abandon des pratiques pastorales.





Rappel des dispositions de l'article L145.3 relatif à l'aménagement en zone de montagne

I. - Les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières sont préservées. La nécessité de préserver ces terres s'apprécie au regard de leur rôle et de leur place dans les systèmes d'exploitation locaux. Sont également pris en compte leur situation par rapport au siège de l'exploitation, leur relief, leur pente et leur exposition. Seules les constructions nécessaires à ces activités ainsi que les équipements sportifs liés notamment à la pratique du ski et de la randonnée peuvent y être autorisés. Peuvent être également autorisées, par arrêté préfectoral, après avis de la commission départementale des sites, dans un objectif de protection et de mise en valeur du patrimoine montagnard, la restauration ou la reconstruction d'anciens chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive, ainsi que les extensions limitées de chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive existants lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière.

II. Lorsque des chalets d'alpage ou des bâtiments d'estive, existants ou anciens, ne sont pas desservis par les voies et réseaux, ou lorsqu'ils sont desservis par des voies qui ne sont pas utilisables en période hivernale, l'autorité compétente peut subordonner la réalisation des travaux faisant l'objet d'un permis de construire ou d'une déclaration de travaux à l'institution d'une servitude administrative, publiée au bureau des hypothèques, interdisant l'utilisation du bâtiment en période hivernale ou limitant son usage pour tenir compte de l'absence de réseaux. Lorsque le terrain n'est pas desservi par une voie carrossable, la servitude rappelle l'interdiction de circulation des véhicules à moteur, édictée par l'article L. 362-1 du code de l'environnement.

II. - Les documents et décisions relatifs à l'occupation des sols comportent les dispositions propres à préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard

III. - Sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées, l'urbanisation doit se réaliser en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants.

« Lorsque la commune est dotée d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale, ce document peut délimiter les hameaux et groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants en continuité desquels il prévoit une extension de l'urbanisation, en prenant en compte les caractéristiques traditionnelles de l'habitat, les constructions implantées et l'existence de voies et réseaux.

« Lorsque la commune n'est pas dotée d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale, les notions de hameaux et de groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants doivent être interprétées en prenant en compte les critères mentionnés à l'alinéa précédent.

« Les dispositions du premier alinéa ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

a) Lorsque le schéma de cohérence territoriale ou le plan local d'urbanisme comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux I et II ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels ; l'étude est soumise, avant l'arrêt du projet de schéma ou de plan, à la commission départementale des sites dont l'avis est joint au dossier de l'enquête publique ; le plan local d'urbanisme ou la carte communale délimite alors les zones à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude ;

b) En l'absence d'une telle étude, le plan local d'urbanisme ou la carte communale peut délimiter des hameaux et des groupes d'habitations nouveaux intégrés à l'environnement ou, à titre exceptionnel et après accord de la chambre d'agriculture et de la commission des sites, des zones d'urbanisation future de taille et de capacité d'accueil limitées, si le respect des dispositions prévues aux I et II ou la protection contre les risques naturels imposent une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante ;

c) Dans les communes ou parties de commune qui ne sont pas couvertes par un plan local d'urbanisme ou une carte communale, des constructions qui ne sont pas situées en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants peuvent être autorisées, dans les conditions définies au 4° de l'article L. 111-1-2, si la commune ne subit pas de pression foncière due au développement démographique ou à la construction de résidences secondaires et si la dérogation envisagée est compatible avec les objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux I et II.

La capacité d'accueil des espaces destinés à l'urbanisation doit être compatible avec la préservation des espaces naturels et agricoles mentionnés aux I et II du présent article.

IV. - Le développement touristique et, en particulier, la création d'une unité touristique nouvelle doivent prendre en compte les communautés d'intérêt des collectivités locales concernées et contribuer à l'équilibre des activités économiques et de loisirs, notamment en favorisant l'utilisation rationnelle du patrimoine bâti existant et des formules de gestion locale pour les constructions nouvelles. Leur localisation, leur conception et leur réalisation doivent respecter la qualité des sites et les grands équilibres naturels.

I - Le cadrage général du PLU

La présente élaboration du PLU de la commune de Romeyer permet de mettre en place un projet réglementaire adapté aux objectifs de développement économique et résidentiel de la commune, et aux contraintes de son territoire.

Elle permet de tenir compte des contraintes d'aménagement liées aux dispositions réglementaires notamment :

- **La Loi SRU du 13 décembre 2000**, dont le but est de promouvoir un développement urbain cohérent, solidaire et durable. A ce titre l'article L121.1 du code de l'urbanisme fixe les principes fondamentaux qui s'imposent aux documents d'urbanisme :

1) L'équilibre entre :

- a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la mise en valeur des entrées de ville et le développement rural ;
- b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

2° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographique équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

- **La loi urbanisme et habitat du 2 juillet 2003**, modifiant la loi SRU.
- **La loi ENL du 13 juillet 2006** : instituant des outils nouveaux en matière de production de logements.

- **La loi DALO du 5 mars 2007**
- **Loi du 25 mars 2009**
- **La loi du 2 février 1995** relative au renforcement de la protection de l'environnement.
- **La loi sur l'eau du 3 juillet 1992**, en intégrant notamment les orientations du zonage d'assainissement.
- **La loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durables** du territoire du 16 juin 1999 (Loi Voynet).
- Par ailleurs la commune est soumise à la loi Montagne et plus particulièrement son article L145-3 traitant de la préservation des espaces montagnards.

➤ Le bourg et ses alentours

Le paysage du bourg élargi de Romeyer est en fait constitué de plusieurs petits hameaux, très resserrés sur eux-mêmes (les Vignons, les Arnauds, les Fugiers, les Barlettes, les Chapays... et plus loin le Moulin), tandis que les nouvelles constructions se sont développées le long de la route principale (RD 742), qui est assez peu circulée, car c'est en fait une voie sans issue en fond de vallée.

Au droit des hameaux le bâti traditionnel est bien conservé, tandis que les nouvelles habitations, aux couleurs variées, ont amorcé un mitage de la plaine.

Le premier ensemble habité est constitué des Vignons (hameau patrimonial au traits identiques à celui des Planeaux), du secteur de la mairie, des Fugiers, des Chapaïs et des Arnauds, de l'autre côté de la Meyrosse.

La rue principale offre de belles perceptions sur les collines, les coteaux et sur la trame arborée de la Meyrosse, mais également sur les nouvelles habitations qui contrastent avec la beauté des lieux.



Un « village rue »



Amorce de mitage dans la plaine



Les Vignons

Le deuxième ensemble habité est constitué des Liotards et du Moulin, avec des noyaux de bâti ancien et des extensions plus récentes. En bordure Sud, ce secteur présente une grande qualité paysagère liée à la présence de prairies riveraines du ruisseau (affluent de la Meyrosse), d'arbres remarquables et de vues paysagères remarquables sur les montagnes environnantes.



Entre les deux secteurs habités décrits ci-avant, on rencontre une grande coulée verte, un écrin de verdure qui descend dans la plaine avec successivement :

- les pentes boisées aux dalles rocheuses apparentes,
- les pelouses sèches embroussaillées, ou en cours de fermeture, du fait de l'abandon des pratiques pastorales,
- les vergers, cultures et jardins, en pied de coteau et les petits cabanons agricoles.



Les coteaux à fort enjeu paysager

L'intérêt paysager et écologique de cette grande coulée verte est notamment souligné par la présence d'une zone d'intérêt écologique (ZNIEFF, voir chapitre sur le contexte naturel).

Deuxième partie Les dispositions du PLU

d
i
s
p
o
s
i
t
i
o
n
s

d
i
s
p
o
s
i
t
i
o
n
s

L

L
e
s
d
i
s
p
o
s
i
t
i
o
n
s

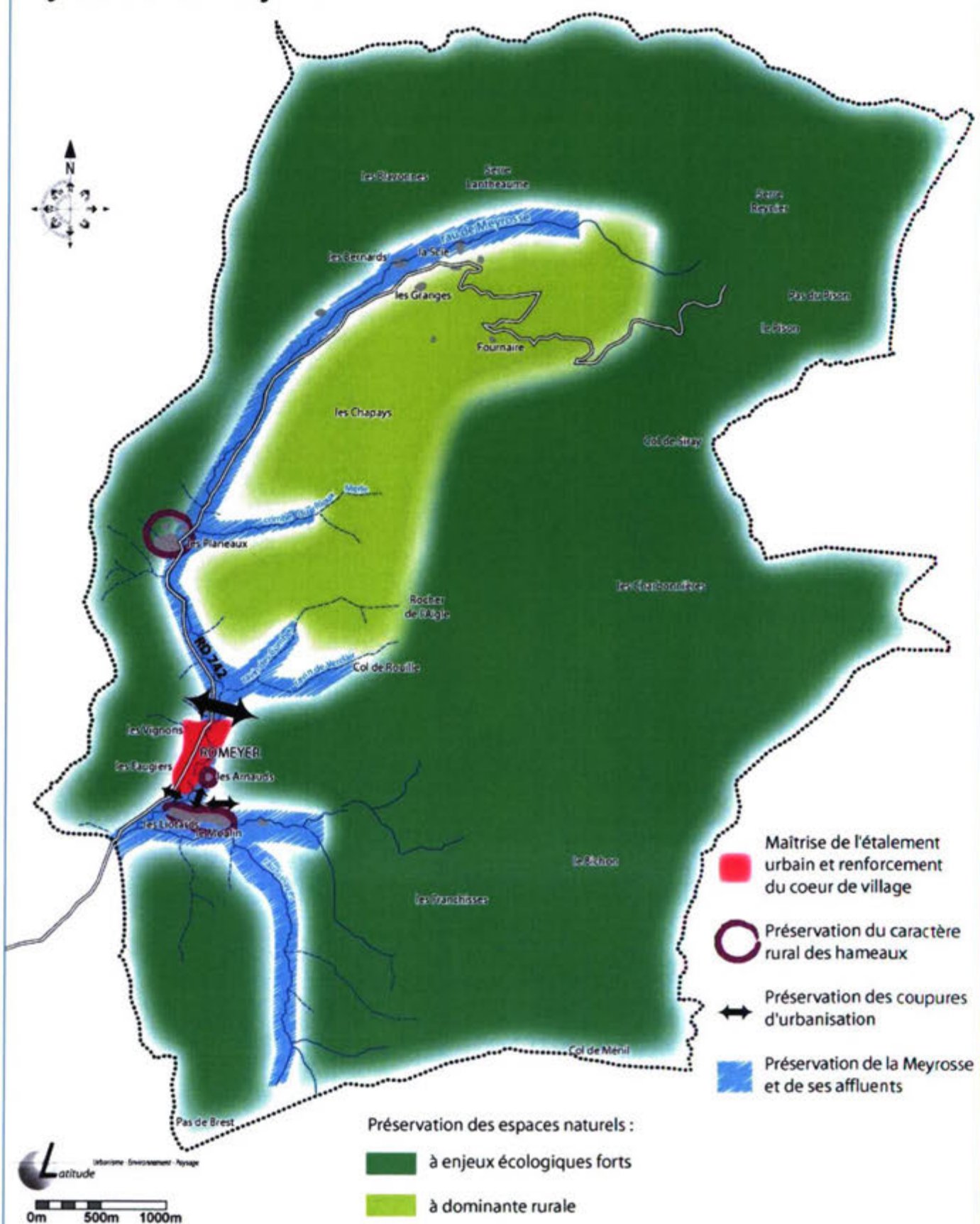
D
e
s
d
i
s
p
o
s
i
t
i
o
n
s

P
l
u
s
d
i
s
p
o
s
i
t
i
o
n
s

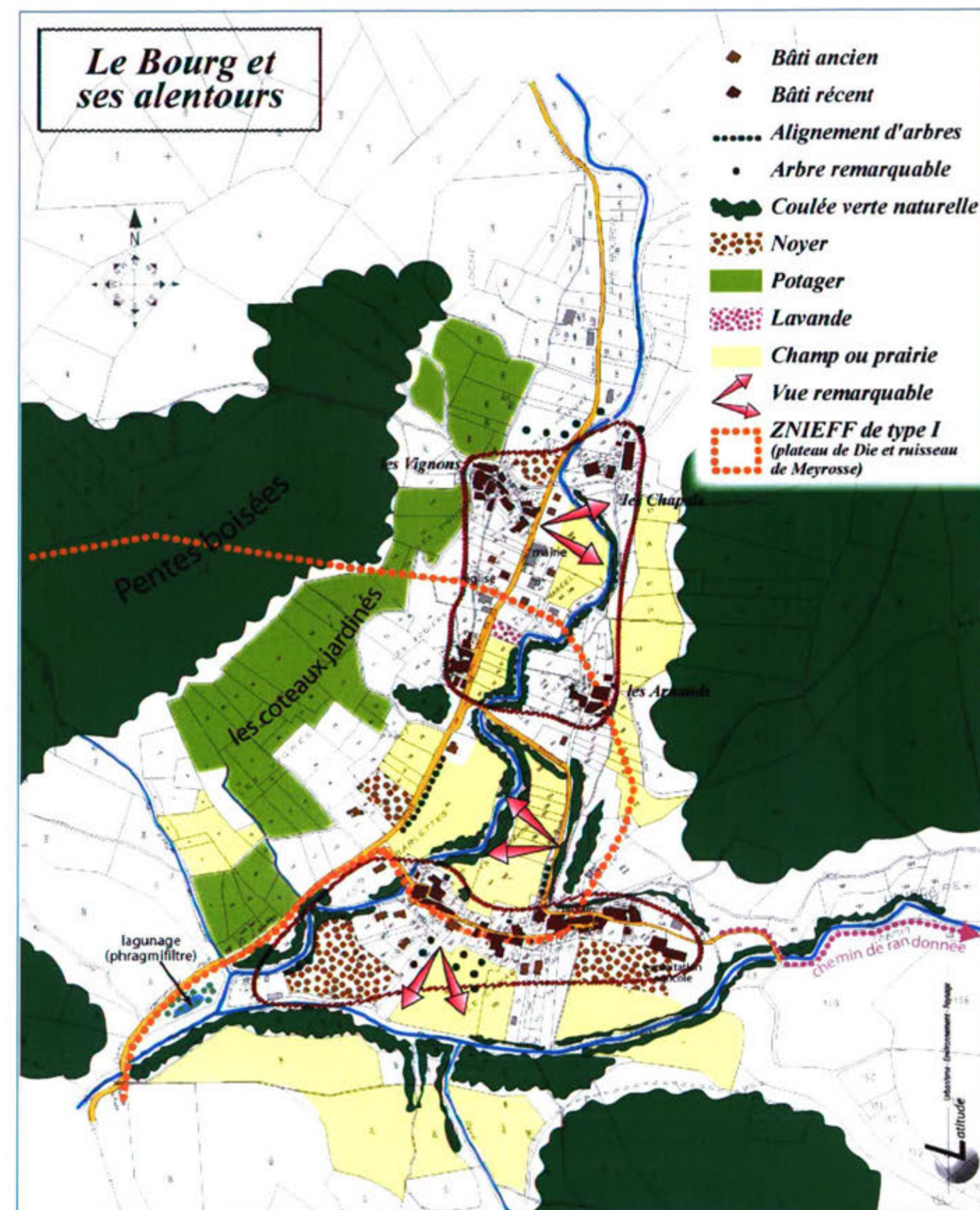
D
e
s
d
i
s
p
o
s
i
t
i
o
n
s

P
l
u
s
d
i
s
p
o
s
i
t
i
o
n
s

Synthèse des enjeux



Le Bourg et ses alentours



➤ Les vallons et collines au Sud

Au Sud, la commune se caractérise par un contexte très naturel, avec les trois collines très imposantes et des petites vallées qui offrent des promenades très bucoliques.



Les principaux enjeux du paysage communal concernent :

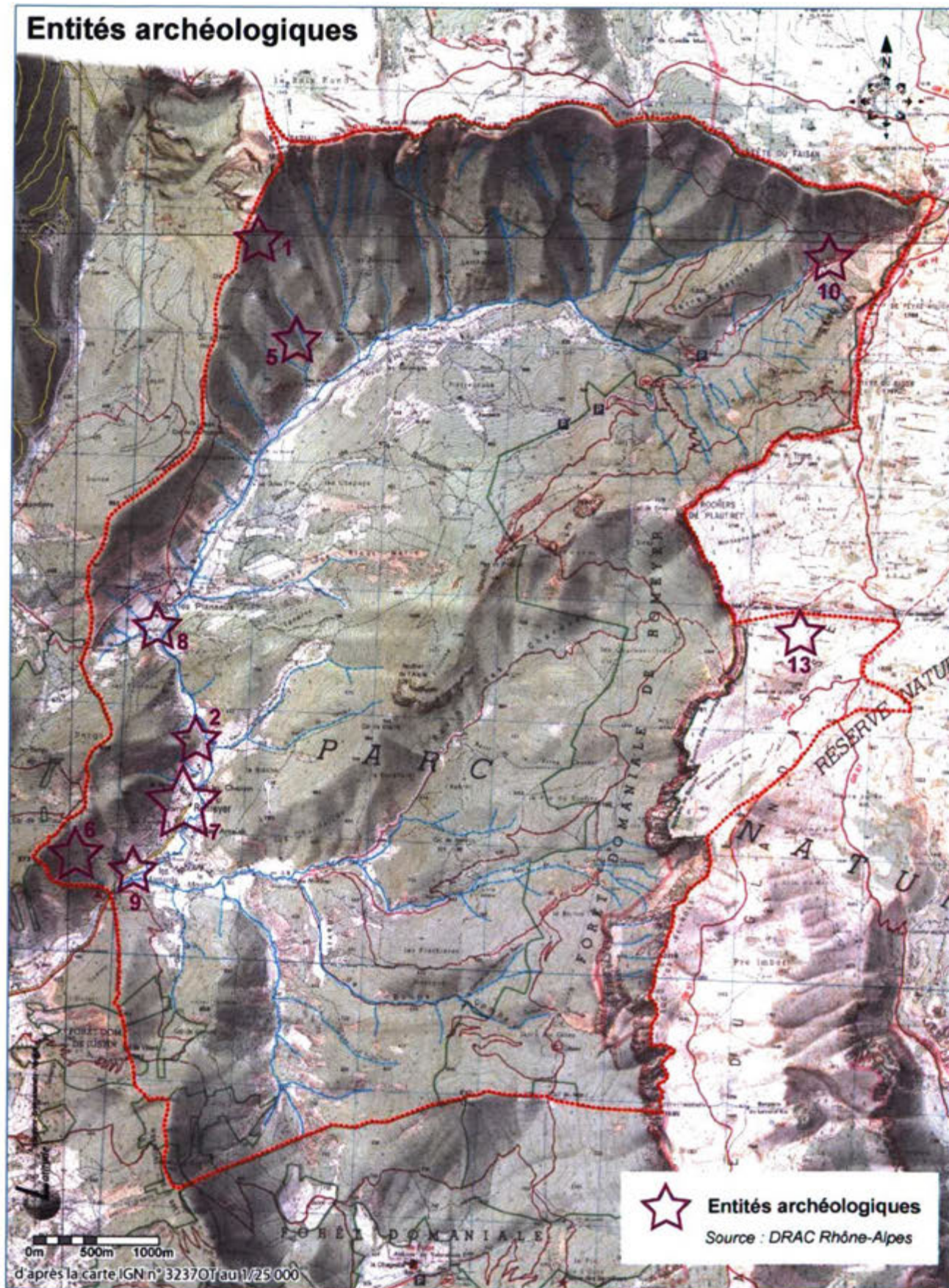
- La préservation de la naturalité des lieux et du patrimoine bâti,
- La préservation des coulées vertes en direction du bourg et de la ripisylve de la Meyrosse,
- le traitement paysager des franges urbaines et des nouvelles urbanisations, avec des matériaux et des essences locales.

VII - Enjeux de développement

Les enjeux sur la commune sont multiples. Ils concernent à la fois des enjeux de développement et de protection, ainsi que des enjeux territoriaux.

Constat	Enjeux
Le développement urbain et l'habitat La commune commence à connaître une pression foncière qui si elle n'est pas maîtrisée exigera des investissements publics en matière d'équipements. Les développements récents sont dans leur forme et leur densité consommateurs d'espaces et ne structurent pas l'organisation villageoise Par ailleurs les constructions récentes se sont « spécialisées » vers de l'individuel en accession. Cette tendance, si elle s'accroît, ne favorisera pas une mixité sociale.	La centralité Maintien d'une urbanisation qui par sa forme éparpillée ne contribue pas à renforcer le cœur de village ? Ou développement d'une forme urbaine plus proche des implantations traditionnelles, avec renforcement de l'espace public autour de la Mairie ? La typologie des développements résidentiels Poursuite de l'étalement urbain très consommateur d'espace et au gré des opportunités foncières ? Ou développement d'une offre plus diversifiée intégrant habitat intermédiaire, maisons villageoises et respectant le caractère rural de Romeyer ? La localisation des futurs développements résidentiels Poursuite d'un développement à partir de chacun des hameaux au risque de poursuivre l'éclatement ? Ou développement à partir des Vignons et de ses extensions autour de la Mairie ? L'offre en habitat Poursuite de l'offre unique à caractère pavillonnaire ? Ou diversification résidentielle par le développement d'une offre locative et adaptée aux besoins d'une population ne pouvant plus accéder au foncier dans le Diois ?
La protection et l'amélioration des paysages et des milieux naturels Le territoire communal présente des sensibilités paysagères et naturelles liées à sa grande naturalité (présence de l'eau très importante) et ruralité, ainsi que des enjeux paysagers aux alentours des hameaux et du bourg.	La protection des paysages naturels et urbains <ul style="list-style-type: none"> ➤ Préservation et valorisation de la qualité paysagère des secteurs naturels (forêt alluviale, coulées vertes autour du bourg,...). ➤ Intégration urbaine et paysagère des nouveaux développements et traitement des limites de l'urbanisation : quelles exigences en matière de traitement des espaces collectifs et des clôtures dans les nouveaux développements résidentiels ?

Entités archéologiques



III - Etat initial de l'environnement

1 - Contexte physique

1.1 - Topographie

La commune de Romeyer est encerclée par une série de monts, lesquels servent de marches au vaste massif du Vercors qui s'impose le plus à l'Ouest par les sommets de Saint Génix (1 643 m) et de l'Aiglette (1 524 m). La forme en croissant de cette plaine est, dans sa plus grande longueur, orientée Ouest-Est. L'élément le plus caractéristique est la chaîne du Glandasse (2 000 m), orientée Nord-Sud.

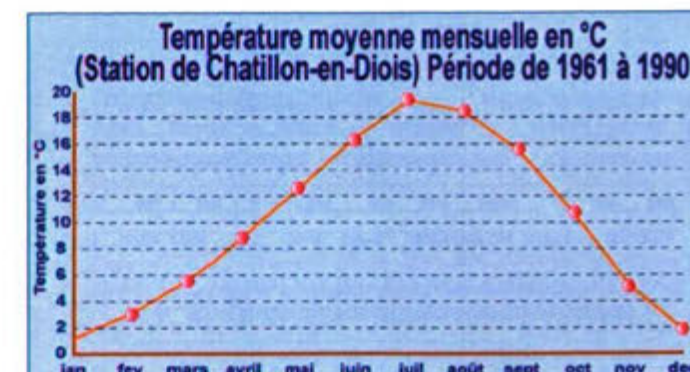
Cette dernière est implantée sur un fond de vallée, celui de la Drôme, dont l'altitude moyenne (400 m) est dominée par des reliefs avoisinants compris entre 900 et 1 900 mètres, puis, en arrière-plan par le massif du Vercors (jusqu'à 2 000 m).

1.2 - Climatologie

Le Vercors, massif des Préalpes du Nord, est un pays froid et neigeux. Il s'oppose au Diois et aux Baronnies qui font parties des Préalpes méridionales. La limite climatique passe au niveau des cols de Lus-la-Croix-Haute et du Rousset, au Nord de Die.

La région dispose d'un climat exceptionnel, qui se caractérise par :

- des pluies d'automne et de printemps alternant avec deux périodes sèches en janvier/février et juillet. La moyenne des précipitations annuelles avoisine 900 mm. En été, les pluies sont souvent orageuses et parfois accompagnées de grêle ;
- des températures moyennes mensuelles qui sont plutôt douces en hiver et ne dépassent pas 20° C en été. L'ensoleillement est important et supérieur à 2 000 heures par an ;
- des vents dominants de secteur Sud-Ouest/Nord-Ouest ;
- des brouillards assez fréquents entre septembre et février. Les chutes de neige, peu abondantes, sont de l'ordre de 9 jours en moyenne par an.



1.3 - Géologie et Hydrogéologie

La Géologie

La commune intéresse un territoire essentiellement montagneux dont la structure résulte de la superposition de couches géologiques d'âges et de directions différentes et qui présente, de ce fait, des traits morpho-tectoniques assez confus.

Le territoire est marqué par deux séries géologiques de calcaires :

- les calcaires urgoniens du Vercors, avec leur dernière avancée qui est la montagne de Glandasse ;
- les marno-calcaires du Crétacé ou Jurassique.



Hydrogéologie

La Drôme traverse, depuis sa source dans le Massif du Diois (Préalpes du Sud) jusqu'à la ville de Crest, les montagnes du Diois qui appartiennent aux chaînes plissées des Préalpes. Les alluvions de la Drôme renferment la seule nappe aquifère présente au droit de la zone d'étude.

De par leur très faible épaisseur et de leur alimentation directe par la Drôme, les basses et très basses terrasses de la vallée de la Drôme ne constituent pas des réservoirs intéressants. La nappe présente une forte pente liée à la faible perméabilité et à la topographie, avec une faible épaisseur des alluvions aquifères comprise entre 2 et 5 m.

La ressource en eau de la nappe est donc morcelée et limitée. L'infiltration à partir de la pluie constitue l'alimentation principale, les apports latéraux en provenance des bassins versants sont significatifs. Au niveau de son lit majeur, la rivière de la Drôme joue plutôt le rôle de drain. Au voisinage des berges, elle alimente la nappe.

Les plateaux calcaires du Vercors présentent de nombreux puits absorbants les eaux pluviales et alimentant, par réseau karstique, de nombreuses sources. Un milieu calcaire karstifié est fragile car aucune épuration ne se fait. Les bassins versants hydrologiques de la Meyrosse et du ruisseau de Rays s'étendent bien au-delà des limites communales, les cheminements précis des eaux souterraines dans la montagne de la Glandasse ne sont pas clairement identifiés à ce jour.

On recense deux captages d'alimentation en eau potable, dont les périmètres de protection concernent directement la commune :

- le captage de la source « Rays », celui-ci est exploité par la commune de Die. Il bénéficie d'un périmètre de protection immédiat, rapproché et éloigné ;
- le captage de Meyrosse qui se situe près du hameau des « Granges » et qui bénéficie d'un périmètre de protection immédiat et rapproché.

Rappel sur les notions de sensibilité et de vulnérabilité des aquifères

La sensibilité d'un aquifère est définie d'après la qualité de l'eau, l'utilisation de la nappe (actuelle ou potentielle), l'importance des réserves et des ouvrages de captage réalisés ou en projets.

La vulnérabilité d'un aquifère dépend, quant à elle, de la perméabilité du milieu et du degré de protection que lui assure la couverture superficielle en fonction de sa nature et de son épaisseur.



La Meyrosse

VI - Contraintes d'aménagement

Plusieurs contraintes limitent les possibilités d'aménagement de la commune.

Elles sont principalement liées à la présence de richesses naturelles et paysagères.

1 - Les sensibilités paysagères et naturelles

Les sensibilités paysagères concernent :

- les espaces paysagers et naturels à la périphérie du bourg et des hameaux,
- le captage d'alimentation en eau potable,
- les zones d'intérêt écologique notamment entre le bourg et les Liotards,
- la qualité des eaux de la Meyrosse et de ses petits affluents.

2 - Les servitudes d'utilité publique

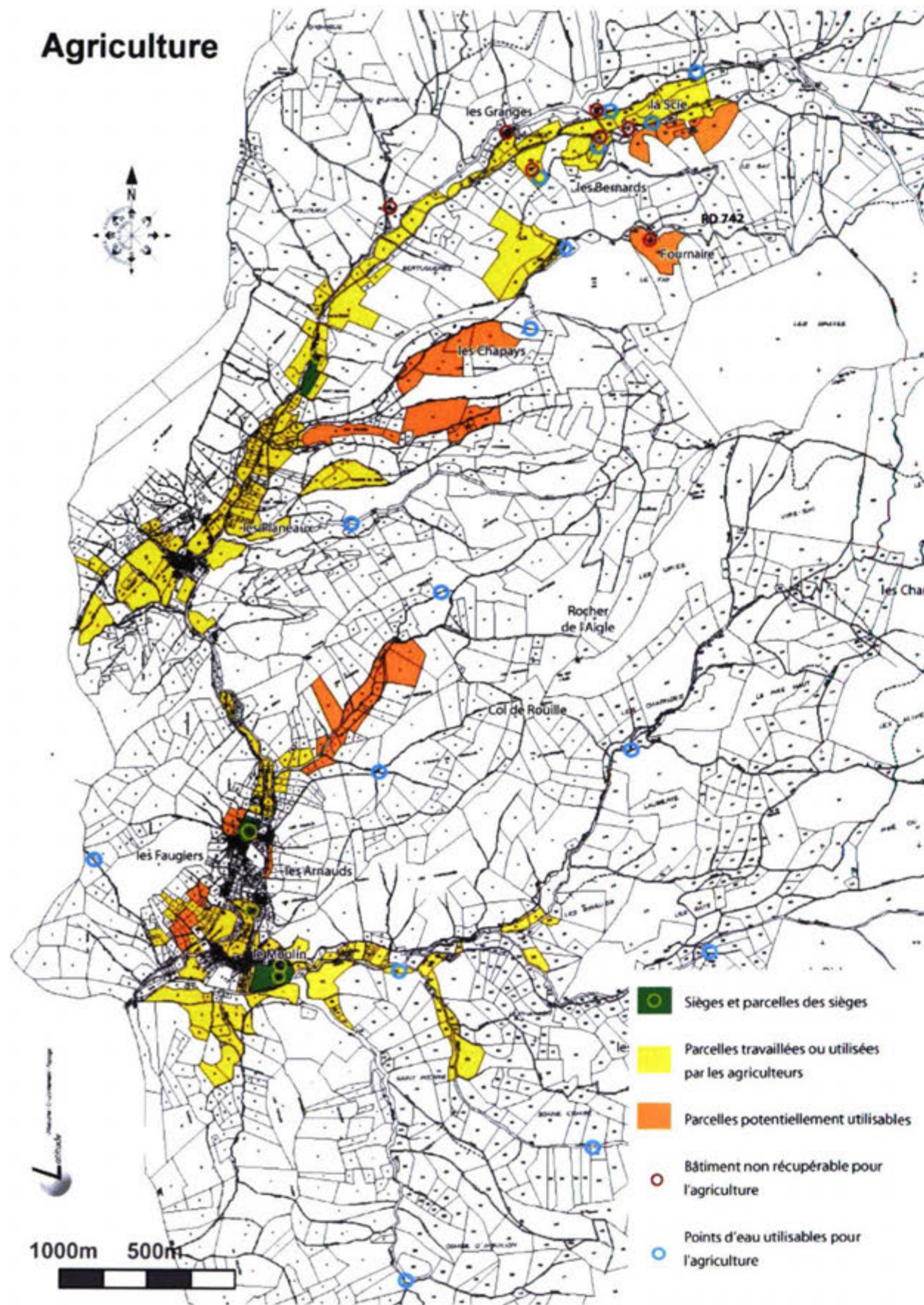
- A4 : servitude relative au passage des engins mécaniques d'entretien sur les berges et dans le lit des cours d'eau non domaniaux (la Meyrosse) ;
- AS1 : deux servitudes de protection des eaux potables (protections du captage de Rays et du captage de la Meyrosse) ;
- A5 : servitude attachée aux canalisations publiques d'assainissement (canalisation d'assainissement de la commune de Romeyer sur les hameaux des Liotards et des Moulins) ;
- A8 : servitude relative aux forêts dites de protection (périmètre de restauration des terrains de montagne) ;
- AC3 : servitude relative aux zones de protection autour des réserves naturelles (Hauts Plateaux du Vercors) ;
- AR6 : servitude relative aux abords des champs de tir (champs de tir temporaire du Vercors).

3 - Les secteurs de protection archéologique

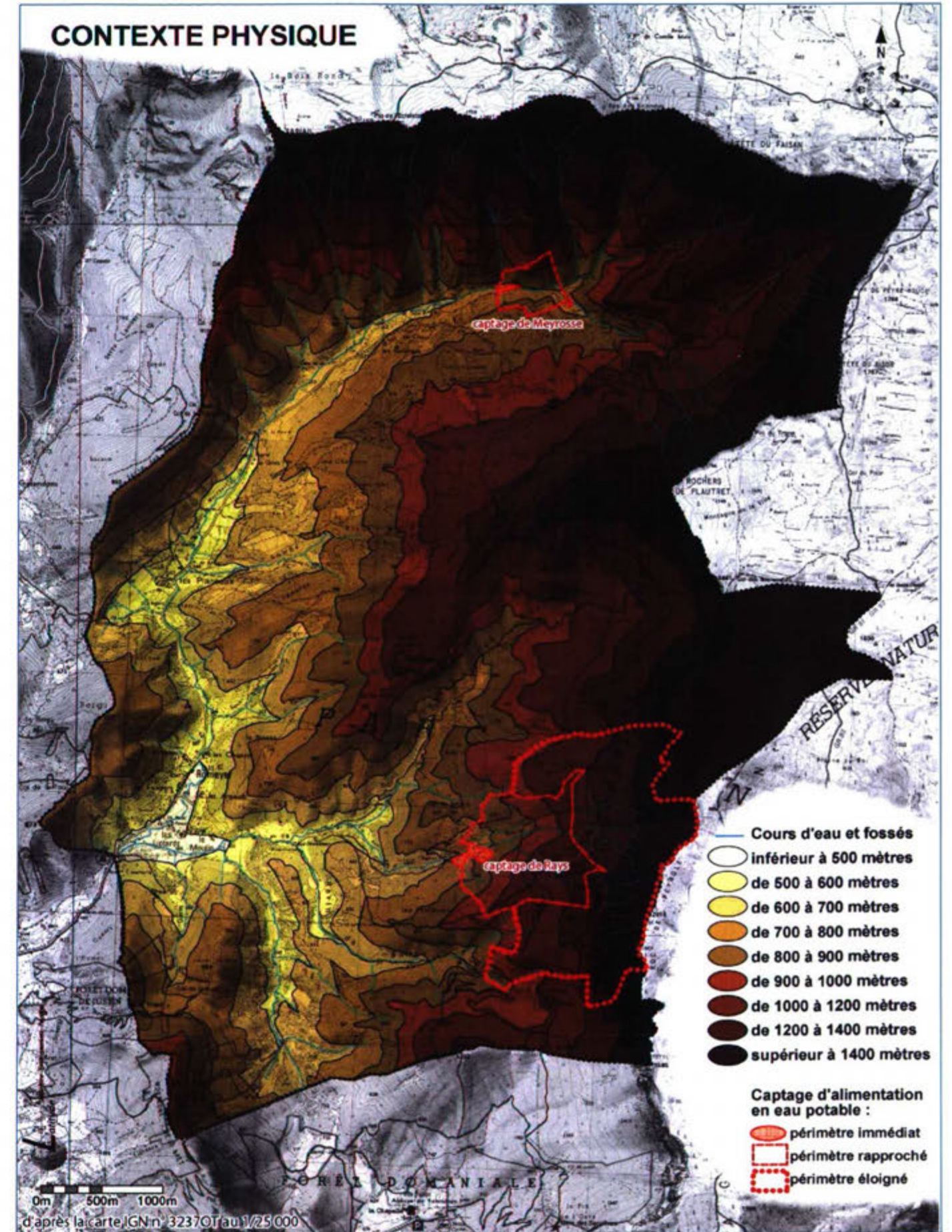
Il existe à ce jour 10 entités archéologiques sur le territoire de la commune :

- 1 : grotte de Pierre Pertuise, les Faurias : grotte sépulcrale (néolithique-âge de bronze),
- 2 : abri du rocher Noir : grotte sépulcrale (protohistoire ?),
- 3 : jasse de la Fontaine des Bachassons : constructions, système d'enclos (époque moderne ?),
- 4 : de Pas de Chabrinel vers le col de Romeyer : voie gallo-romaine,
- 5 : sous le but Sapiau : occupation néolithique-âge de bronze,
- 6 : la tour : château fort (moyen âge),
- 7 : bourg : église, prieuré (moyen âge),
- 8 : Les Planeaux : occupation gallo-romaine,
- 9 : En direction de berger : occupation gallo-romaine,
- 10 : Pas de Chabrinel : occupation (préhistoire).

Agriculture



CONTEXTE PHYSIQUE



1.4 - Hydrologie et qualité des eaux

Les principaux cours d'eau et bassins versants se caractérisent par :

- la « Meyrosse » qui descend du flanc Nord/Ouest du massif du Glandasse et qui rejoint la Drôme 5 km en aval. Cette rivière contrôle un bassin versant de 45 km², auquel s'ajoutent des apports liés aux émergences karstiques, drainés par la faille de la Gache ;
- le ruisseau de « Rays » qui traverse la commune d'Est en Ouest. Plusieurs ruisseaux se jettent dans celui-ci avant qu'il ne se jette lui-même dans la Meyrosse après le hameau des « Liotards ». Sa longueur est de 3 km et avant sa confluence avec la Meyrosse une partie de son débit est détournée pour alimenter la centrale Bourdat.

L'écoulement de la Meyrosse et du ruisseau de Rays est considéré comme pérenne.

La qualité des eaux de la Meyrosse

La station de mesure n° 580449 de la Meyrosse est située entre les communes de Die et de Romeyer.

En 1996 :

Indices	Qualité
IBGN	Très Bonne (18/20)
Nitrates	Très Bonne
Matières organiques et oxydables	Très Bonne
Matières azotées	Très Bonne
Matières phosphorées	Très Bonne
Température	Très Bonne
Particule en suspension	Moyenne

Le seul paramètre déclassant est caractérisé par les particules en suspension, sinon l'eau de la Meyrosse est de très bonne qualité (1A) autant pour l'alimentation en eau potable que pour l'aptitude à la biologie. L'Indice Biologique Normal Globalisé (IBGN) souligne cette bonne qualité avec une moyenne de 18/20.

Par contre la Meyrosse présente une mauvaise qualité des eaux en ce qui concerne la baignade.

Les données 2010 font apparaître un bon état écologique et un très bon état chimique. L'objectif à 2015 est le maintien de cette qualité.

1.5 - Réglementation

La commune est concernée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) du bassin Rhône-Méditerranée-Corse

Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E) du bassin fluvial Rhône-Méditerranée-Corse

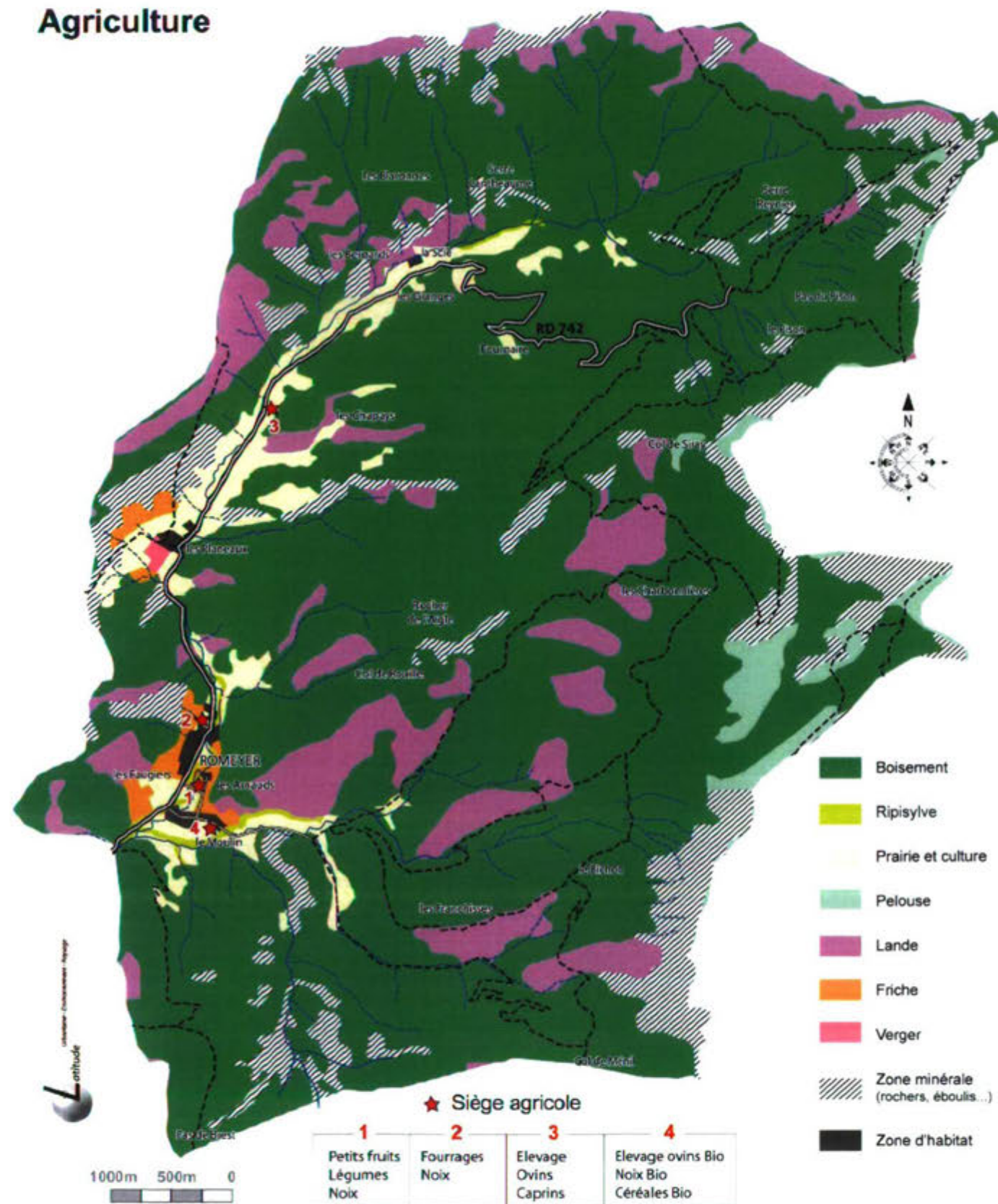
Le SDAGE détermine les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les aménagements à réaliser pour les atteindre.

Ces orientations sont déclinées en objectifs et règles de gestion précises. Elles sont l'expression politique de la volonté de tous les acteurs et gestionnaires de l'eau. Les huit orientations fondamentales du SDAGE Rhône - Méditerranée approuvées le 20 novembre 2009 pour la période 2010 - 2015 sont :

- ⇒ prévention : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- ⇒ non dégradation : concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques ;
- ⇒ vision sociale et économique : intégrer les dimensions sociale et économique dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux ;
- ⇒ gestion locale et aménagement du territoire : organiser la synergie des acteurs pour la mise en œuvre de véritables projets territoriaux de développement durable ;
- ⇒ pollutions : lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions toxiques et la protection de la santé ;
- ⇒ des milieux fonctionnels : préserver et développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques ;
- ⇒ partage de la ressource : atteindre et pérenniser l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ;
- ⇒ gestion des inondations : gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau.

Enfin, pour adapter ces stratégies au niveau local, des **Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E)** doivent être constitués au sein de ces territoires. La zone d'étude appartient au périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E) de la Drôme qui a été approuvé par arrêté préfectoral le 30 décembre 1997 et couvre environ 1 700 km².

Agriculture



4 - L'agriculture

4-1 Quelques chiffres (source : fiche RGA 2000)

La Superficie Agricole Utilisée (SAU)* des exploitations de la commune était d'environ 10 ha en 2000 ; contre 11 ha en 1988 et 15 ha en 1979 ; la SAU communale étant de 145 ha en 2000, soit environ 3 % du territoire communal. Le territoire agricole est donc faiblement représenté sur la commune de Romeyer.

Le nombre d'exploitations agricoles professionnelles est en diminution depuis 1979, aujourd'hui seul quatre sièges sont présents sur la commune dont un agriculteur bio.

La surface moyenne des exploitations est d'environ 20 hectares.

* : superficie des exploitations ayant leur siège sur la commune, quelle que soit la localisation des parcelles (sur la commune ou sur une autre commune).

4-2 Les productions

Les filières ovine et caprine dans le Diois

Cette filière est bien développée dans le Diois, avec environ 150 exploitations en 2000 : des exploitations semi-extensives, presque exclusivement tournées vers la production de viande. Les enjeux de la filière ovine concernent la hausse de la qualité agronomique des parcours, le maintien des exploitations dans les secteurs en déprise, la gestion et l'ouverture des milieux, souvent remarquables au niveau écologique. La filière caprine est également bien développée avec 77 exploitations professionnelles et 33 exploitations non professionnelles en 2000.

A Romeyer

Les données du RGA sont anciennes, aussi un inventaire des exploitations, une évaluation de leur pérennité a été menée dans le cadre de l'étude du PLU. Il montre que 4 exploitations sont présentes sur la commune (cf. cartographies ci-après) ;

Les principales productions communales sont :

- les productions ovines et caprines avec la production de viande. Sur la commune deux cheptels principaux sont présents regroupant environ 500 têtes de bétail ;
- les vergers avec pour principales productions la noix ;
- la culture céréalière et fourragère.

La culture de la vigne a disparu.

Les exploitants sont généralement propriétaires, avec parfois une partie des terrains de l'exploitation en fermage. Certains de ces agriculteurs exploitent des terres sur d'autres communes telles que Die.

L'agriculture est ici en zone de montagne, ce qui implique certaines aides financières, en compensation des difficultés liées au relief et à l'altitude.

Rappel sur la notion de pérennité des exploitations agricoles

Les exploitations agricoles peuvent être identifiées en fonction de leur pérennité définie comme suit :

- **exploitation pérenne** : un des chefs d'exploitation est âgé de moins de 50 ans, ou tous ont plus de 50 ans avec une succession assurée. Pour les 10 années à venir, la pérennité est donc acquise ;
- **exploitation à pérennité incertaine** : exploitant dont l'âge est compris entre 50 et 55 ans avec une succession encore incertaine aujourd'hui (quelle que soit la structure d'exploitation), ou exploitant de plus de 55 ans sans succession mais dont la structure présente des éléments de viabilité ;
- **exploitation sans avenir** : exploitant de plus de 55 ans sans succession, avec une structure sans viabilité.

La viabilité d'une exploitation s'estime au niveau économique (rémunération permanente pour revenu et investissements), au niveau des équipements (habitats et matériels), au niveau foncier (surfaces suffisantes à proximité du siège), au niveau humain (motivation et volonté de transmettre son exploitation, au-delà de 55 ans).

Globalement l'agriculture reste très traditionnelle, avec des productions tournées vers l'élevage et la polyculture associant les productions de céréales, les vergers (noix,...) et les productions fourragères. La pérennité de ces exploitations semble fragile au regard de leur situation géographique et des contraintes dues au relief. Les territoires présentant des enjeux agricoles sont essentiellement situés dans les vallées (tenements plats, et parcelles de proximité des exploitations).



Ce schéma prévoit les six grandes orientations suivantes :

- Permettre la restauration d'un fonctionnement naturel des rivières.
- Poursuivre l'amélioration de la qualité des eaux à la hauteur des exigences des usages et des milieux.
- Préserver et restaurer les milieux aquatiques remarquables.
- Œuvrer pour une prévention efficace des risques.
- Penser la gestion de l'eau en terme d'aménagement du territoire.
- Renforcer la gestion globale et concertée de l'eau à l'échelle du bassin versant.

Le SAGE est en cours de révision notamment pour tenir compte de la nouvelle loi sur l'eau et les milieux aquatiques.

Il existe également un **contrat de rivière Drôme-Haut Roubion** qui a été approuvé le 12 mai 1999. Il doit être mis en révision.

Il a pour objectifs :

- Améliorer la qualité des eaux pour retrouver la qualité 1A (très bonne), sur la Drôme en amont de Crest et sur le Haut Roubion et la qualité 1B (bonne) en aval de Crest, dans la poursuite des objectifs de qualité visés par le SAGE et le 1er contrat de rivière.
- Restaurer, mettre en valeur et gérer les potentialités naturelles des cours d'eau ; gérer la ressource en eau, restaurer les équilibres morphologiques.
- Aboutir à la mise en place d'une gestion permanente du périmètre dans une logique de développement durable.

RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE ET SOUS-BASSINS



1.6 - Risques naturels

Inondations

Un plan de prévention du risque d'inondation est en cours d'élaboration sur la commune. Il a été prescrit le 11 décembre 2008. Dans ce cadre une étude d'aléa a été réalisée par le bureau EGIS Eau. Romeyer est traversée par le ruisseau de la Meyrosse et ses petits affluents (ravins et combes) qui peuvent générer un risque envers les personnes et les biens en cas de crue. Les crues sont ici torrentielles avec une montée des eaux rapide et une durée de submersion assez courte.

Sur la Meyrosse : les débordements se produisent sur tout le linéaire mais l'emprise des zones inondables est limitée. Ces zones affectent quelques constructions qui sont dans leur majorité des constructions récentes établies près du cours d'eau.

Sur le Rays les débordements sont très limités et ne concernent aucune zone urbanisée.

Le secteur situé à la confluence des deux cours d'eau est soumis à des dynamiques fortes, la scierie présente à cette confluence est affectée par un aléa fort.

La carte des aléas établit trois niveaux d'aléas : fort, moyen et faible. La présence de ce risque est restrictive des développements urbains. Ainsi dans les zones agricoles et naturelles il est nécessaire de préserver les champs d'expansion des crues. Ces secteurs ne peuvent donc recevoir aucune urbanisation nouvelle dans les secteurs d'aléa fort ou moyen. Dans les zones d'aléa faible seule la gestion des constructions existantes et de leurs annexes et les extensions limitées sont admises.

Dans les zones urbaines d'aléa fort et moyen sont admises la gestion des constructions existantes et de leurs annexes, ainsi que des extensions limitées sans création de logements. Dans les zones urbaines à risques faibles sont admises les constructions au dessus de la cote de référence, sauf certains ERP qui restent interdits.



3 - Les activités

Un emploi très limité

La commune est intégrée à un territoire rural dominé par l'activité agricole.

La commune totalise 20 emplois (source INSEE).

Ces emplois se répartissent de la façon suivante :

- Agriculture : 20 %
- Industrie : 20 %
- Construction : 40 %
- Tertiaire : 20 %

Un tissu économique restreint

La commune dispose d'un tissu économique limité avec 1 établissement recensé dans le domaine de la construction (source ASSEDIC 2005)

Les principales activités sont :
(source : assedic 2006)

Activité économique (code NAF 60)	Nb d'établissements	Nb d'emplois
Construction	1	2

Un recensement des activités réalisé en 2006 montre la présence sur la commune de :

- un atelier de pompes funèbres,
- un menuisier,
- un maçon.

L'activité touristique représente aussi une partie de l'activité économique. Elle se manifeste par la présence de plusieurs structures d'hébergement (gîtes). Actuellement la commune comprend environ une dizaine de gîtes répartis sur l'ensemble des hameaux.

	2006		1999	
Maisons	118	90,8 %	123	96,9 %
Appartements	12	9,2 %	1	0,8 %

Le nombre de logements occupés par les propriétaires est largement prédominant (64% du parc de résidences principales) contre 60 % pour le canton de Die.

Des logements de grande taille

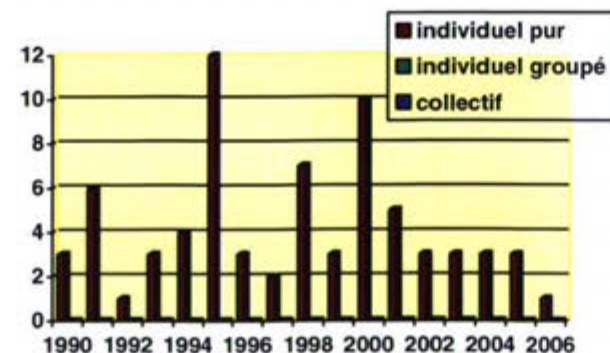
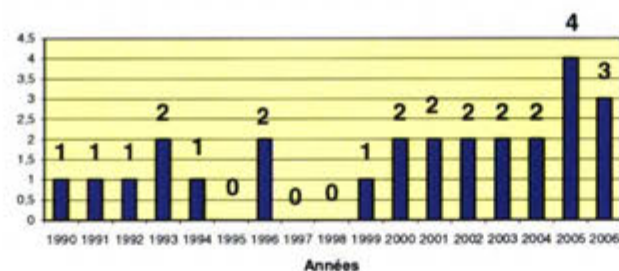
Résidences principales selon le nombre de pièces				
	2006	%	1999	%
Ensemble	81	100,0	65	100,0
1 pièce	0	0,0	0	0,0
2 pièces	7	8,6	3	4,6
3 pièces	15	18,5	18	27,7
4 pièces	16	19,8	21	32,3
5 pièces ou plus	43	53,1	23	35,4

Aucun secteur locatif aidé

Aucun logement n'a été créé dans le segment du locatif aidé.

Un rythme de construction qui s'accélère

Le rythme moyen de la construction était de l'ordre de 1 logement commencé par an entre 1990 et 1999, il passe à plus de 2 logements par an depuis 2000.



La construction récente est uniquement orientée vers l'habitat individuel : tous les logements commencés depuis 1990 sont de type individuel pur (100 %).

Un parc locatif réduit

	2006			1999	
	Nombre de résidence	%	Nombre de personne	Nombre	%
Ensemble	81	100,0	201	65	100,0
Propriétaire	52	64,2	130	40	61,5
Locataire	28	34,6	69	24	36,9
dont loc social	0	-	-	0	-
Logé gratuitement	1	1,2	2	1	1,5



Feux de forêt

La commune de Romeyer est soumise au risque d'incendie. Ainsi, toute construction en milieu boisé doit être proscrite.

Risque sismique

La commune est située en zone 1a de sismicité très faible.

Catastrophes naturelles

Deux types de catastrophes ont déjà été constatés :

- une tempête en 1982,
- des inondations, coulées de boues en 1994 et 2003.

Retrait-gonflement d'argiles

La commune est située sur un secteur où ont été recensées des formations argileuses et marneuses. Il apparaît par conséquent, un risque lié au retrait-gonflement des argiles pour la commune.

Ce risque concerne la très large majorité du territoire communal.

Les dispositions préventives généralement prescrites pour construire sur un sol argileux sujet au phénomène de retrait-gonflement obéissent à quelques principes. Leur mise en application peut se faire selon plusieurs techniques différentes dont le choix reste de la responsabilité du constructeur.

Ces principes concernent la profondeur et les ancrages des fondations, la rigidité de la structure, la régulation de la teneur hydrique du sol entourant la construction, la limitation des échanges thermiques à travers les parois de la construction etc. Des études de sols spécifiques relevant de la responsabilité du constructeur doivent être menées pour tout projet.

Ces principes ne relèvent pas des règles d'urbanisme et n'entrent pas dans le champ réglementaire du PLU.

2 - Contexte naturel

2.1 - Cadre général et réglementaire

Le territoire communal comporte divers types de milieux naturels avec des boisements, des espaces de prairies de fauches et quelques zones humides. Les cultures (céréales et arboriculture) et prairies pâturées sont également bien représentées.

La présence de Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique, d'un Espace Naturel Sensible, de la réserve naturelle et du site Natura 2000 (ZICO) des Hauts Plateaux du Vercors, à Est de la commune, souligne cette grande richesse écologique globale. La commune appartient également au territoire du PNR du Vercors.

Le Parc Naturel Régional du Vercors

La commune de Romeyer se situe en bordure Sud du territoire du PNR, dans le secteur géographique : « le Diois ». Celui-ci abrite une flore et une faune très marquée par l'influence méditerranéenne. C'est aussi le meilleur secteur pour l'observation des bouquetins et de la Perdrix bartavelle (cirque d'Archiane) ainsi que des castors (rivière de la Drôme et affluents).

Les Hauts Plateaux du Vercors

La commune se situe au Sud-Ouest de ce secteur, qui est concerné par trois zones, qui ont le même périmètre (environ 17 000 ha) :

- la réserve Naturelle, créée en février 1985 ;
- le site Natura 2000 FR 8201744 intitulé « landes, pelouses, forêts remarquables et habitats rocheux des hauts plateaux et de la bordure orientale du Vercors » (directive Habitats-Faune-Flore) ;
- la Zone de Protection Spéciale (ZPS) pour les Oiseaux, intitulée « Hauts plateaux du Vercors » (Directive Oiseaux, site Natura 2000 FR 8210017). Cette zone fait également partie d'une ZICO (Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux) d'une surface de 52 567 ha.



Ainsi, la commune est sous l'influence d'un territoire écologique de très grande valeur, qui comporte une flore et une faune très riches. Parmi les grands herbivores, sont représentées les six espèces de grands ongulés de France, toutes présentes dans le Vercors : Sanglier, Chevreuil, Cerf, Mouflon, Chamois et Bouquetin.

Parmi les super prédateurs citons les grands rapaces comme l'Aigle royal, le Circaète Jean le Blanc ou le Hibou Grand Duc et chez les mammifères, le Lynx et, depuis 1996, le Loup dont les premiers indices de présence ont été relevés en 1996.

Les autres espèces remarquables présentes sur ce territoire sont : le Sabot de Vénus, l'Apollon, la Rosalie des Alpes, le Vautour fauve (réintroduit au Nord de Die), l'Aigle de Bonelli, le Faucon pèlerin, le Lagopède alpin, le Tétraz lyre, le Tichodrome échelette,...

Autre site Natura 2000

Un deuxième site Natura 2000 est présent au Nord de la commune : le site FR 8201682 intitulé « Pelouse et habitats rocheux du rebord méridional du Vercors ». Ce site fait partie du massif des Vercors et se caractérise par la juxtaposition d'une flore subalpine au Nord et d'une flore à caractère méridional au Sud. Il abrite une faune et une flore remarquable avec la présence du Sabot de Vénus (*Cypripedium calceolus*, protégé au niveau national) ainsi que la Rosalie des Alpes (*Rosalia alpina*) également protégé au niveau national et inscrit en annexe I, II et IV de la Directive Habitat.

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) et l'Espace naturel Sensible (ENS) :

D'après la Direction Régionale de l'Environnement de Rhône-Alpes, plusieurs ZNIEFF de type II ont été définies sur le territoire communal :

- la ZNIEFF de type II intitulée « Hauts plateaux du Vercors »,
- la ZNIEFF de type II intitulée « Ensemble fonctionnel formé par la rivière Drôme et ses principaux affluents ».

2 - L'habitat

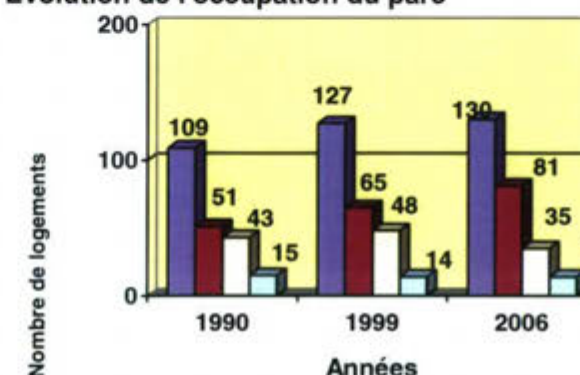
Une commune résidentielle

Entre 1990 et 2006, le nombre de résidences principales s'est accru de 58.8 % (+ 30 logements). Cet accroissement est dû en partie à la transformation des résidences secondaires en résidences principales mais aussi à la construction de nouveaux logements.

La vacance des logements est équivalente en nombre de logements depuis 1990. Elle représente environ 11 % des logements sur la commune.

Année	Total Logements	Résidences principales	Résidences secondaires et occasionnelles	Logements vacants
1990	109	51 (47 %)	43 (39 %)	15 (14 %)
1999	127	65 (51 %)	48 (38 %)	14 (11 %)
2006	130	81 (62.3 %)	35 (27 %)	14 (10.7 %)

Evolution de l'occupation du parc



■ Total logement
■ Résidences principales
■ Résidences secondaires ou occasionnelles
■ Logements vacants

Deux époques de construction

(Données 2006)

Résidences principales en 2006 selon la période d'achèvement		
	Nombre	%
Résidences principales construites avant 2004	71	100,0
Avant 1949	29	40,8
De 1949 à 1974	13	18,3
De 1975 à 1989	10	14,1
De 1990 à 2003	19	26,8

Le parc de logements est caractérisé par 40 % de constructions d'avant 1949 et par 40 % de construction de 1990 et après.

Le recensement 2006 confirme cette double tendance et montre que 26% du parc des résidences principales ont été construits depuis 1990. Avec donc une part égale de bâti ancien et récent.

Un parc aux normes de confort

Confort des résidences principales				
	2006	%	1999	%
Ensemble	81	100,0	65	100,0
Salle de bain avec baignoire ou douche	77	95,1	64	98,5
Chauffage central collectif	0	0,0	3	4,6
Chauffage central individuel	18	22,2	10	15,4
Chauffage individuel "tout électrique"	17	21,0	12	18,5

D'après l'INSEE, le parc se traduit par des normes de confort limitées puisque 43 % des résidences principales en 1999 n'auraient pas de chauffage central ou assimilé. Cela traduit la part importante du bâti ancien.

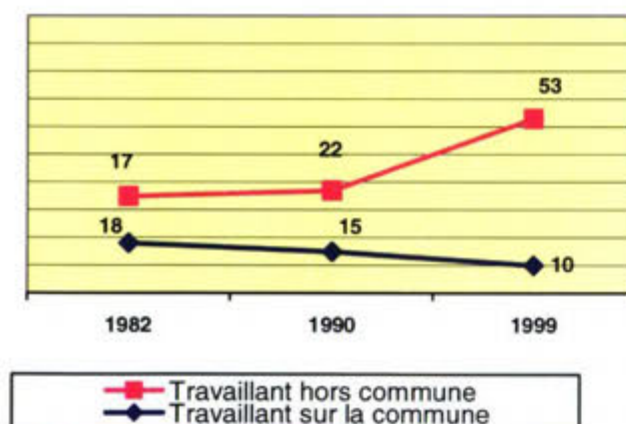
Une augmentation des navettes domicile-travail à l'extérieur de la commune

Années	1982	1990	1999
Actifs ayant un emploi	35	37	63
Travaillant sur la commune	18 (51.4%)	15 (40.6%)	10 (15.8 %)
Travaillant hors commune	17 (48.6 %)	22 (59.4 %)	53 (84.2%)

Comme beaucoup de communes, l'évolution des navettes domicile-travail montre une forte augmentation de la part des actifs qui travaillent hors de la commune (84,2 % en 1999). Ainsi seuls 15,8 % travaillent sur la commune en 1999 tandis que pour le département de la Drôme, cette part est de 39 %.

Les migrations domicile/travail s'effectuent en majorité vers le Diois mais aussi vers les pôles d'emplois de la vallée du Rhône.

Les déplacements domicile/travail s'effectuent en très large majorité en voiture.



Les catégories socio-professionnelles (Ensemble de la population)

	1982	1990	1999
Agriculteurs	4 %	0%	16 %
Artisans commerçants	2 %	11 %	0 %
Cadres professions intel.	7 %	4 %	0 %
Professions intermédiaires	7 %	4%	4 %
Employés	11 %	7 %	8%
Ouvriers	13 %	15 %	8 %
Retraités et autres inactifs	56 %	59%	64 %

(Données 2006 non disponibles)

L'arrivée de nouvelles populations s'est accompagnée d'une importante évolution des catégories socioprofessionnelles. Celle-ci est caractérisée par une augmentation de la part des agriculteurs et des employés, cadres et professions intermédiaires, depuis 1990 mais aussi par une diminution de la part des retraités et autres inactifs.

Ces grands ensembles fonctionnels englobent des ZNIEFF de type I, avec :

➤ la ZNIEFF de type I intitulée « **Plateau de Die et ruisseau de Meyrosse** », qui s'étend sur environ 365 ha des abords de la ville de Die jusqu'au hameau des Vignons sur la commune de Romeyer ainsi que le long du ruisseau de la Meyrosse. Son intérêt naturaliste est lié à la présence d'une flore riche avec de nombreuses espèces remarquables : le Liseron cantabrique, l'Ophrys de la Drôme, la Tulipe sauvage,...

➤ La ZNIEFF de type I intitulée « **Hauts plateau Sud du Vercors** » d'une surface d'environ 6254 ha. Cette zone constitue le promontoire le plus méridional du Vercors, formé par les derniers affleurements des calcaires massifs de la plate-forme urgonienne. Ainsi une mosaïque de landes et de pelouses recouvre cette surface et permet de découvrir un certain nombre d'espèces végétales rares telles que le Genévrier sabine, le Daphné caméléon... Ce site est aussi un très bon secteur d'observation des Bouquetins, Chamois, Aigle royal, Tétrins lyre, ...

➤ La ZNIEFF de type I intitulée « **Plateau et bordure occidentale des hauts plateaux du Vercors** » qui s'étend sur 11 826 ha et longe la bordure orientale du Vercors.

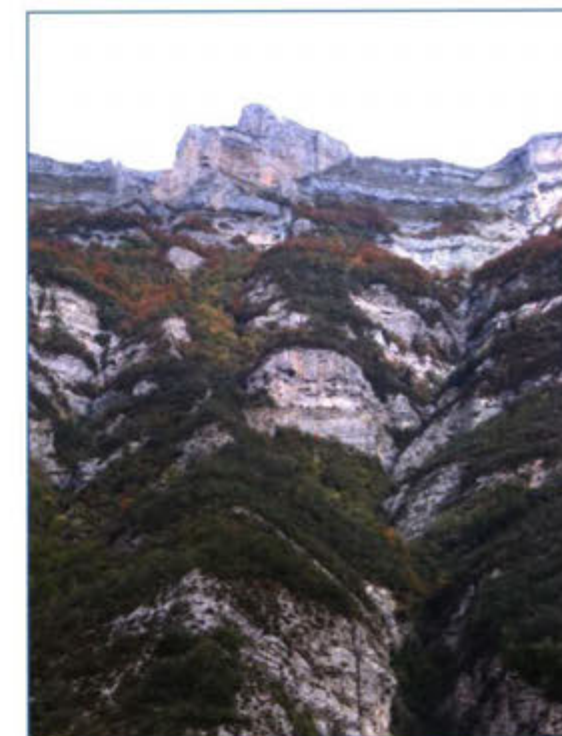
La présence de petites zones humides telles que dans le vallon de la « Fauge » sont rares dans un tel massif calcaire. Des espèces remarquables sont présentes telles que l'Epipactis des marais, le Seneçon à feuille de spatule, le Cirse des marais... Plus au Sud le Vercors présente un ensemble de Lapias remarquables, ainsi que des forêts en mosaïque avec des landes et des pelouses. Il est possible d'y observer le Sabot de venus, l'Epipogon sans feuille... En ce qui concerne la faune, le site abrite plusieurs espèces remarquables telles que le Lagopède alpin, la Gelinotte des bois, le Tétrins lyre, l'Aigle royal, ...

➤ La ZNIEFF de type I intitulée « **Montagne de Beure** » d'une surface de 674 ha environs. La montagne de Beure se situe entre la montagne de Nève à l'Ouest et les contreforts des hauts plateaux à l'Est. Le col de Roussel qui se trouve en amont de cette vallée marque la ligne de partage entre Alpes du Sud et Alpes du Nord. Le contraste de cette limite climatique est surprenante avec d'un côté une flore à affinité méditerranéenne et l'autre une végétation plus septentrionale. Des espèces remarquables telles que le Sabot de venus, la Gelinotte des bois, l'Aigle royal...y sont présentes.

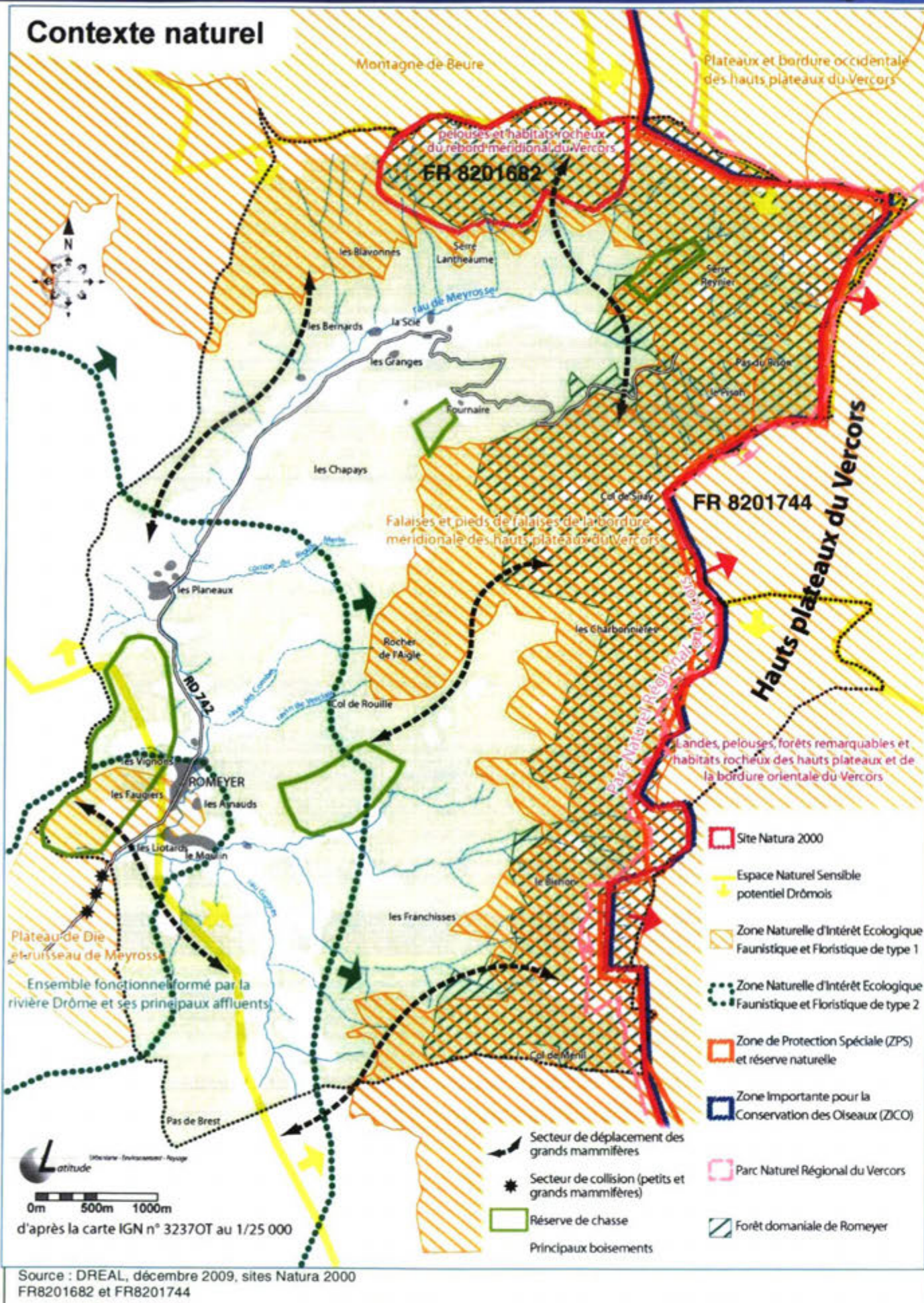
➤ La ZNIEFF de type I intitulée « **Falaises et pieds de falaises de la bordure méridionale des hauts plateaux du Vercors** » qui s'étend sur 6413 ha environs des roches de Chironne et But de Nève, à l'Ouest, au Pas de la Coche, à l'Est. Ce site caractérisé par une importante diversité d'habitat abrite une faune et une flore remarquables. De nombreuses espèces floristiques protégées sont présentes telles que le Corbeille d'argent, le Sabot de venus, le Genévrier sabine... En ce qui concerne la faune, plusieurs rapaces y sont présents comme le Vautour fauve, le Circaète Jean-le-blanc... Ainsi que des espèces protégées de papillon, parmi eux le Damier de la succise et l'Apollon.

Un Espace Naturel Sensible potentiel a également été défini par le Conseil Général de la Drôme, le site 37 : « **Bordure occidentale du Glandasse et pas de Chabrinel** ». Ce périmètre, englobe environ 3214.79 ha, concerne 80.44% du territoire communal.

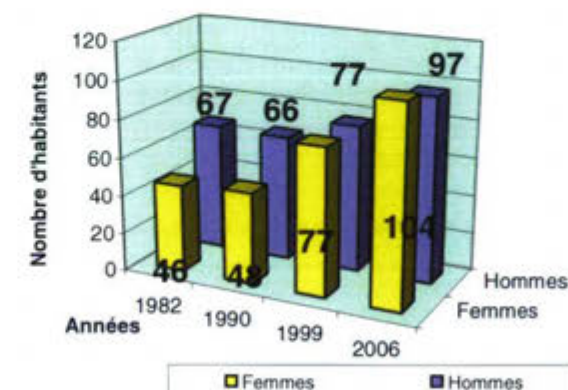
Un inventaire sur la Tulipe sauvage a été mené pour le compte de la DDT dans le Diois. Les données n'ont pas été communiquées à la commune au moment de l'élaboration du PLU.



Montagne de Beure



Structure par sexe



Une population étrangère peu nombreuse

En 1999, la population étrangère totalise 2 habitants, ce qui représente moins de 1.5 % de la population communale (pas de données en 2006).

Une taille des ménages en augmentation

	2006	1999	1990	1982
Taille moyenne des ménages	2.5	2.37	2.23	2.35

La taille moyenne des ménages est en légère augmentation, en raison du rajeunissement de la population.

En 2006, la commune compte 81 ménages soit 16 ménages supplémentaires (+25%) depuis 1999.

Composition du ménage	1 personne	2 personnes	3 personnes	4 personnes	5 personnes	+ de 6 personnes
Nbre de ménages en 1999	20	19	12	10	4	0
% en 1999	31 %	30 %	18 %	15 %	6 %	0 %
2006	23.5 %	Non disponible				

La taille moyenne des ménages de la commune de Romeyer est supérieure à la moyenne départementale qui est de 2.43.

Une population renouvelée

Environ 48 % de la population recensée en 2006 habitait une autre commune en 1999.

Une population active en augmentation mais un taux de chômage en augmentation

Population de 15 à 64 ans par type d'activité		
	2006	1999
Ensemble	134	93
Actifs en %	81,3	78,5
dont :		
actifs ayant un emploi en %	65,7	67,7
chômeurs en %	15,7	10,8
Inactifs en %	18,7	21,5

Le nombre d'actifs est en constante augmentation. Parallèlement le taux de chômage est en augmentation sur la commune.

Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans		
	2006	1999
Nombre de chômeurs	21	10
Taux de chômage en %	19,3	13,7
Taux de chômage des hommes en %	22,8	15,4
Taux de chômage des femmes en %	15,4	11,8
Part des femmes parmi les chômeurs en %	38,1	40,0

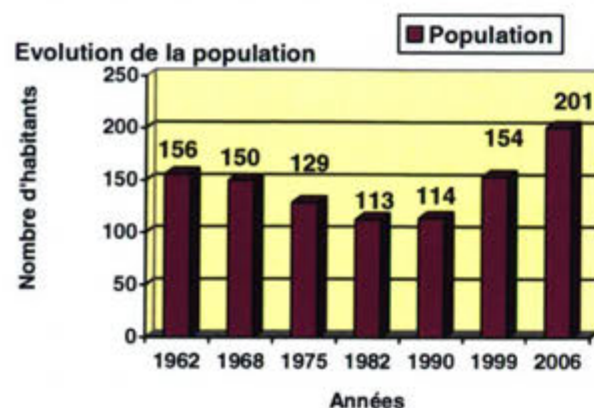
Emploi et activité		
	2006	1999
Nombre d'emplois dans la zone	7	14
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	88	63
Indicateur de concentration d'emploi	7,8	22,2

V - Evolutions socio-économiques

(Sources INSEE 2006 et 1999- Sources DRE 2007)

1 - La population

Une forte croissance démographique



L'évolution démographique est caractérisée par une croissance discontinue. Les années 1968 à 1990 sont marquées par une diminution de la population en raison d'un solde naturel et d'un solde migratoire négatifs.

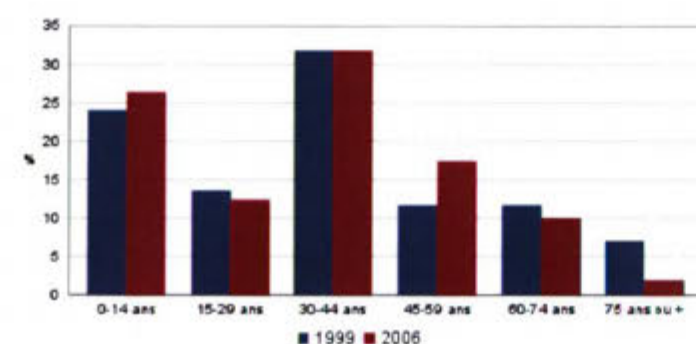
On note une forte reprise démographique depuis 1990, qui se traduit par une augmentation de la population de + 76 % depuis cette date.

La croissance démographique est due à un solde migratoire positif alors que le solde naturel reste négatif. Cette évolution correspond à une arrivée importante de population nouvelle, trouvant sur le territoire communal un foncier accessible dans un contexte immobilier fortement concurrencé par les résidences secondaires ou saisonnières.

Année	Nombre d'habitants	Variation absolue	Variation relative	Variation annuelle
1962	156	- 6	- 3.85%	- 0.65%
1968	150			
1975	129	-21	-14 %	- 2.14 %
1982	113	-16	-12 %	- 1.86 %
1990	114	+ 1	+0.9%	+ 0.11 %
1999	154	+40	+ 35 %	+3.39 %
2006	201	+ 47	+ 30 %	+3.9%

Période	Taux d'évolution annuel global	Taux de variation annuel dû au mouv. naturel	Taux de variation annuel dû au solde migratoire
1962/1968	- 0.65 %	-0.44%	- 0.22%
1968/1982	- 2.14 %	- 0.20 %	- 1.94 %
1975/1982	- 1.86 %	-0.82 %	-1.05 %
1982/1990	0.11 %	-0.99 %	+1.10 %
1990/1999	3.39 %	-0.25%	+3.65 %
1999/2006	+3.9 %	+0.8 %	+ 3.1%

Un rajeunissement de la population



L'arrivée de nouvelles populations s'est accompagnée d'un rajeunissement de la population.

La démographie communale est marquée par un fort rajeunissement de la population. En effet la tranche des moins de 20 ans représentait 15 % de la population en 1982, en 1999 sa représentation est de 26.6 % de la population. Et environ 30% en 2006. Tandis que la part des plus de 60 ans ne cesse de baisser, en effet en 1982 cette part est d'environ 45 % de la population. En 2006 les plus de 60 ans représentent environ 15% des habitants de la commune. En comparaison cette part de la population représente environ 29 % sur le canton de Die.

La commune de Romeyer présente donc une structure par âge très jeune.

2.2 - Les autres milieux naturels

Le Vercors

Le Vercors est le plus grand massif des Préalpes calcaires. Il abrite de nombreux habitats naturels remarquables avec notamment l'une des plus belles pinèdes de Pin à crochet des Alpes du Nord, mais aussi de nombreux habitats de pelouses, de falaises calcaires, d'éboulis secs méridionaux, de groupements forestiers...

Parmi ces habitats remarquables relevant de la Directive Habitat certains sont classés d'intérêt communautaire prioritaire tels que :

- les forêts montagnardes et subalpines à Pinus uncinata sur substrat calcaire ;
- les pelouses rupicoles calcaires ;
- les pavements calcaires ;
- les forêts de pentes, éboulis ou ravins ;
- les pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embroussaillement sur calcaires ; ...

Le territoire communal est également marqué par une grande richesse naturelle locale avec la présence de :

- petites zones humides le long de la Meyrosse,
- d'une ripisylve d'aulnes et de frênes localement bien développée,
- de pelouses semi-arides à orchidées, souvent menacées d'embroussaillement, du fait de l'abandon des pratiques pastorales.

2.3 - La faune

En ce qui concerne les mammifères le Sanglier (*Sus scrofa*), le Cerf (*Cervus elaphus*), le Chamois (*Rupicapra rupicapra*) et le Bouquetin (*Capra ibex*) sont présents, notamment grâce à la présence de nombreux boisements sur la commune et de sa situation en zone de montagne. Le Chevreuil (*Capreolus capreolus*) est lui aussi présent sur la commune, avec des secteurs de passage préférentiels, comme à l'entrée Sud de la commune (cf carte du contexte naturel).

D'autres mammifères sont également présents comme la Fouine (*Martes foina*), le Renard (*Vulpes vulpes*), le Blaireau (*Meles meles*), le Lièvre d'Europe (*Lepus europaeus*)...

En ce qui concerne les oiseaux, le territoire abrite de nombreuses espèces remarquables telles que l'Aigle royal (*aquila chrysaetos*), le Grand-duc d'Europe (*Bubo bubo*), le Faucon pèlerin (*Falco peregrinus*), la Chevêchette d'Europe (*Glaucidium passerinum*)...

En ce qui concerne les amphibiens et les reptiles, quelques espèces sont présentes comme la Grenouille rousse (*Rana temporaria*) et le Lézard vivipare (*Lacerta vivipara*).

Rappels sur les zones naturelles sensibles

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) sont de deux types :

- Les zones de type I sont des secteurs d'une superficie généralement limitée, caractérisés par la présence d'espèces ou de milieux, rares, remarquables, ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations même limitées.
- Les zones de type II sont des grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau...) riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques, en tenant compte notamment, du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice.

L'inscription d'une zone dans l'inventaire des ZNIEFF indique que la prise en compte du patrimoine naturel doit faire l'objet d'une attention particulière, notamment dans les zones de type I. On précisera que les ZNIEFF sont actuellement en cours de validation en région Rhône-Alpes et que leur nouvelle délimitation devrait être approuvée très prochainement.

2.4 - Les corridors écologiques

On rencontre deux grands types de corridors écologiques (zone ou voie de transfert pour les organismes vivants : haies bocagères, cours d'eau) sur le territoire communal, qui permettent le passage de la faune et de la flore d'un écosystème à un autre ou d'un secteur à un autre :

- les **corridors terrestres** qui se situent au niveau des boisements et des réseaux de haies qui permettent le passage de la grande et de la petite faune ;
- les **corridors aquatiques** qui se situent au niveau des cours d'eau de la Meyrosse et du ruisseau de Rays et des zones humides de la commune comme à proximité du lieu dit «Grange vieille ». Ceux-ci permettent le déplacement des espèces aquatiques, mais également des espèces terrestres liées au milieu aquatique (Martin pêcheur d'Europe, amphibiens, végétation hydrophile,...).

Ainsi, sur le territoire communal les principaux corridors écologiques se situent au niveau des massifs boisés ainsi que le long de la Meyrosse et du ruisseau du Rays.

Les corridors présents sur la commune présentent également un intérêt intercommunal du fait des continuités constatées au-delà des limites de la commune.

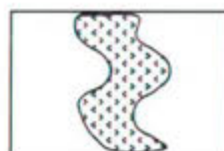


Rappel sur les corridors écologiques

Un corridor biologique est un ensemble de structures généralement végétales, en milieu terrestre ou aquatique qui permet la dispersion des espèces animales et végétales entre différents habitats (massifs forestiers, zones humides, ...).

Le rôle des corridors biologiques est de relier les habitats essentiels de la flore, de constituer des sites de reproduction, de nourrissage, de repos et de migration de la faune pour permettre aux espèces animales et végétales de se déplacer, d'échanger leurs gènes, de coloniser ou recoloniser les territoires d'où elles ont disparu. Les corridors sont indispensables à la survie des espèces.

Les six fonctions d'un corridor (D'après Thorne, 1993)



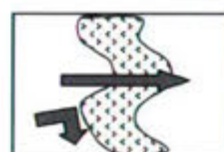
1. habitat



2. conduit



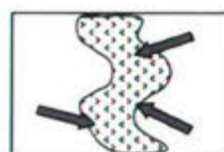
3. barrière



4. filtre



5. source



6. puits

5 – Le patrimoine bâti

La commune bénéficie d'un patrimoine rural très caractéristique. Sa morphologie resserrée, austère avec un bâti relativement haut traduit le caractère montagnard. Le bâti juxtapose parfois plusieurs volumes mais toujours sur un plan orthogonal. Les toitures sont souvent complexes (pans uniques nombreux). Le RDC est souvent divisé en plusieurs remises, caves etc.

Le bâti ancien conserve les éléments architecturaux ou de décor qui font partie de l'identité communale :

- façades en moellons de pierre enduits, à « pierre nue », 2 à 3 rangs de génoises,
- porches d'entrée fermant une cour pour les constructions les plus aisées,
- encadrements en pierre, mais aussi en bois pour les constructions les plus modestes,
- hangars ouverts sur au moins deux faces, avec poutraison massive montée sur piliers de pierre.
- Escaliers extérieurs parfois prolongés d'une galerie



Les nombreuses fontaines constituent un des éléments marquants des hameaux.



3.3 - Les déchets

La collecte des ordures ménagères est effectuée par les services de la Communauté de Communes du Diois (CCD). En effet, depuis sa création, la CCD assure la compétence déchets pour les 52 communes concernées. Elle collecte, transfère et traite les ordures ménagères, à l'exception de la collecte du verre qui est confiée à un prestataire privé.

La collecte des ordures ménagères est effectuée deux fois par semaine en été et une fois par semaine en hiver.

En été un camion supplémentaire permet de réaliser la collecte du verre dans le camping.

La CCD a mis en place dans chacune des communes au moins un point d'apport volontaire avec une colonne pour le verre et une pour le papiers-cartons (cf carte du contexte humain).

La commune de Romeyer a réalisé à l'horizon 2010 la construction d'une station d'épuration pour le hameau des « Planeaux ». Cette unité de traitement devrait être dimensionnée pour une capacité de 130 équivalent/habitants. Le hameau des Planeaux compte environ 50 habitants permanents (et 80 à 90 habitants durant la période estivale).



Station de traitement des eaux usées de Romeyer le bas



3.4 - Les réseaux d'eau et d'assainissement

L'eau potable

La commune est alimentée par le captage de « Meyrosse » situé au Nord de la commune au lieu-dit « le Trou du Gat ». Celui-ci présente deux périmètres de protection : immédiat et rapproché (cf carte du contexte physique).

Cet ouvrage alimente toute la commune en quantité suffisante.

Romeyer le haut est desservi directement par gravité puis un réservoir permet d'alimenter Romeyer le bas.

L'assainissement collectif et autonome

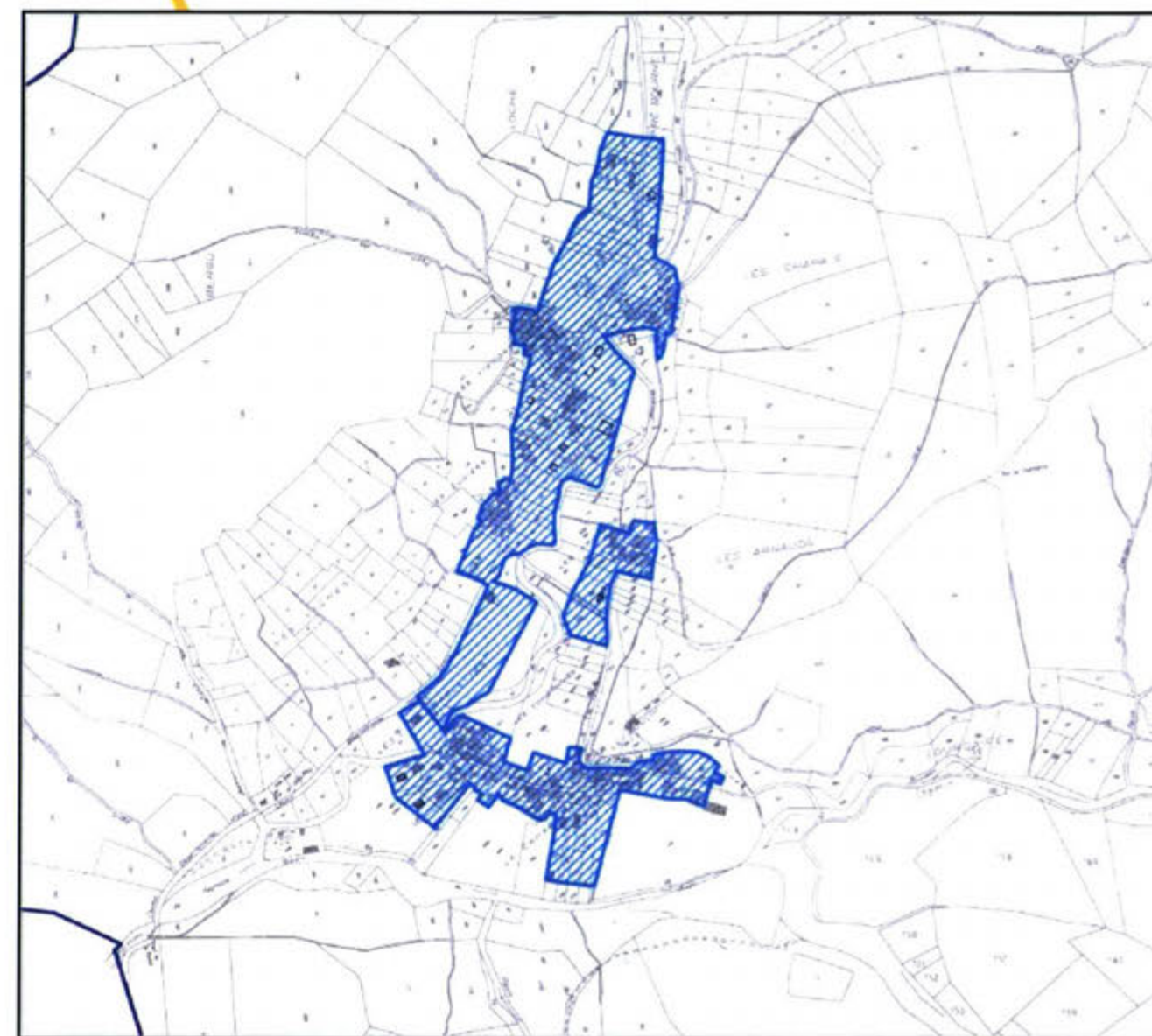
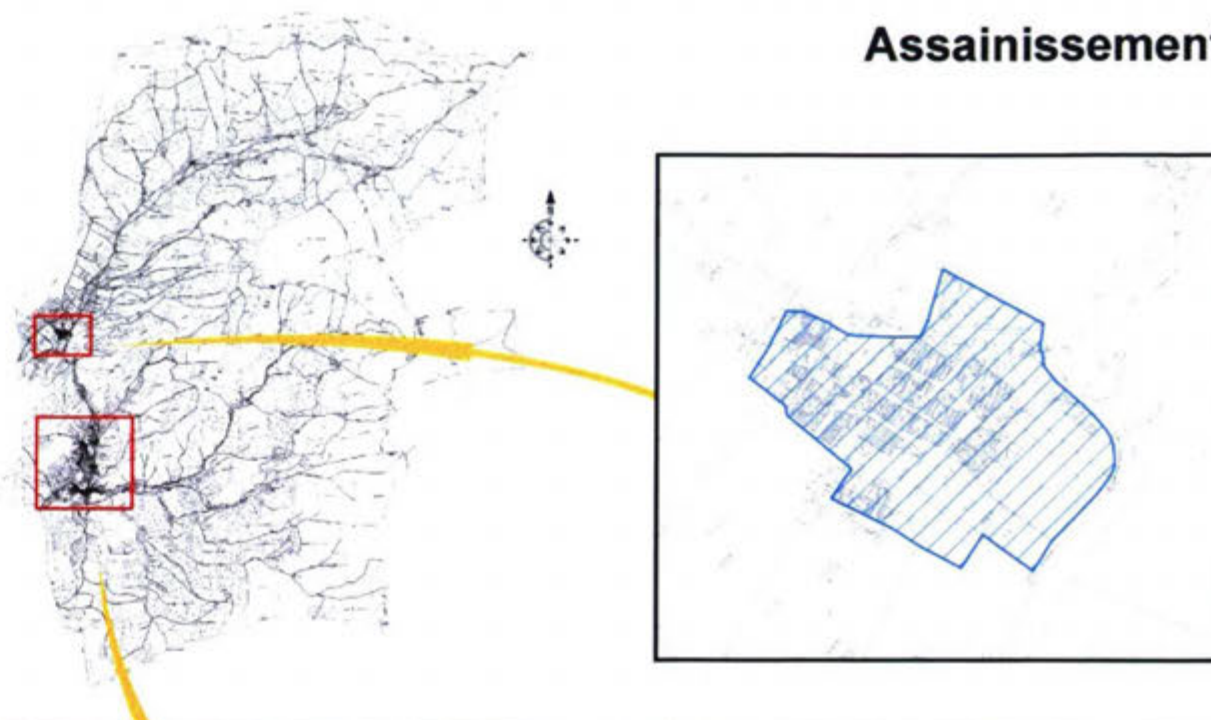
La commune dispose d'un zonage d'assainissement. Le traitement des eaux usées est assuré par la station d'épuration (filtres plantés de roseaux) située au Sud de la commune au lieu-dit « Les Barlettes ».

Cette station d'épuration a été mise en place en 2005 et est dimensionnée pour 300 équivalents/habitants. Elle traite aujourd'hui 250 eq/hab, voire 300 eq/hab en période de fréquentation estivale.

Le réseau d'assainissement est de type séparatif et ne collecte donc que les eaux usées.

Ainsi la majorité des habitations de Romeyer le bas sont raccordées au réseau d'assainissement collectif tandis que le hameau des « Planeaux » ainsi que certaines habitations éloignées sont traitées en assainissement autonome (cf carte de l'assainissement).

Assainissement



IV - Situation urbaine

1 - L'urbanisation et les dynamiques récentes

Jusque dans les années 1980/90 la commune de Romeyer reste une commune très rurale, caractérisée par un habitat ancien majoritaire. L'urbanisation est alors structurée à partir de plusieurs groupements de constructions :

- le Moulin et les Liotards,
- les Vignons,
- Les Planeaux.

Quelques groupements ruraux de petite taille de type hameau complètent cette armature : les Arnauds, Les Chapays, les Fugiers.

Enfin l'habitat dispersé reste rare : Les Granges.

Depuis 1980 avec le desserrement de Die et surtout les coûts du foncier élevés dans la vallée, la commune est confrontée aux premières extensions urbaines.

Celles-ci se sont réalisées en rupture totale avec l'urbanisation d'origine avec une forme urbaine reprenant deux typologies :

- une urbanisation linéaire le long de l'axe principal. Cette typologie concerne essentiellement l'extension des Vignons. Elle a tendance à relier les hameaux des Vignons, des Fugiers et des Chapays entre eux sans toutefois organiser ce lien.
- Une urbanisation diffuse dispersée autour des hameaux. Cela concerne surtout les Moulins et les Liotards



Extensions urbaines récentes



2 - L'organisation urbaine : une structure éclatée

Plusieurs groupements urbains composent le territoire :

➤ Les Vignons et ses extensions

Le quartier ancien des Vignons est caractérisé par un noyau d'une petite vingtaine de constructions qui s'organisent en retrait de la voie principale. Le parcellaire est étroit assez imbriqué et délimite un espace public restreint à la voie et à une placette.

La compacité du bâti est caractéristique : de hauteur R+1 à R+2, il est à l'alignement des voies et en ordre semi continu sur au moins une des limites séparatives.

Placette des Vignons



Les extensions urbaines se sont réalisées le long de l'axe principal : tout d'abord à une époque ancienne avec les équipements (mairie, église, temple etc.), puis récemment par des opérations d'habitat diffus le long de la route. Les implantations récentes sont en déconnexion de la forme urbaine traditionnelle : implantations en retrait des voies et des limites séparatives. Cette urbanisation conduit à banaliser le paysage villageois. Il manque à ce secteur un « cœur de village », malgré la présence de la Mairie et de l'école. Le non aménagement de la placette face à la mairie contribue à cette impression de « dilution urbaine ».

➤ Les Liotards et les Moulins

Ces hameaux forment réellement une seule entité urbaine. C'est le groupement le plus important avec une trentaine de constructions adossées sur la pente. On retrouve la même typologie d'implantations à l'alignement et sur limites séparatives. Les extensions récentes au Sud et à l'Ouest sont constituées de villas individuelles d'un seul niveau contrastant avec le bâti traditionnel resserré et de type R+1 à R+2 et tendent à perturber la forme urbaine dense et harmonieuse d'origine.



Les Moulins : le contraste entre le hameau et ses extensions



3.2 - Les nuisances et les risques

3.2.1 - Les nuisances sonores

Les infrastructures routières constituent les principales sources de bruit de la commune. Les autres sources, à l'écart des voiries, sont des sources domestiques et agricoles.

La RD 742 n'est pas classée en voie bruyante.

Notions générales concernant le bruit pour les infrastructures routières et ferroviaires

Le bruit de la circulation, qu'elle soit routière ou ferroviaire, est un phénomène essentiellement fluctuant, qui peut donc être caractérisé par une valeur moyenne sur un temps donné. C'est le niveau énergétique équivalent (en abrégé Laeq) qui répond à la définition suivante :

Le niveau équivalent Laeq d'un bruit variable est égal au niveau d'un bruit constant qui aurait été produit avec la même énergie que le bruit perçu pendant la même période. Il représente la moyenne de l'énergie acoustique perçue pendant la durée de l'observation. Le Laeq s'exprime en dB(A) et la période de référence utilisée en France est de 6 heures à 22 heures (Laeq 6h – 22h) pour la période diurne et de 22 heures à 6 heures (Laeq 22h – 6h) pour la période nocturne.

Décibels (dB) : Echelle de mesure de pression acoustique caractérisant un son (dB). DB(A) : l'indice (A) indique qu'un filtre a été utilisé afin d'approcher au mieux la sensibilité de l'oreille humaine en matière de bruits routiers. A titre indicatif on relève environ : 40 dB(A) en rase campagne de nuit, 50 dB(A) en rase campagne de jour, 65 à 70 dB(A) en zone urbaine, 70 à 80 dB(A) sur les grandes artères.

3.2.2 - La qualité de l'air

Cadre général et réglementaire

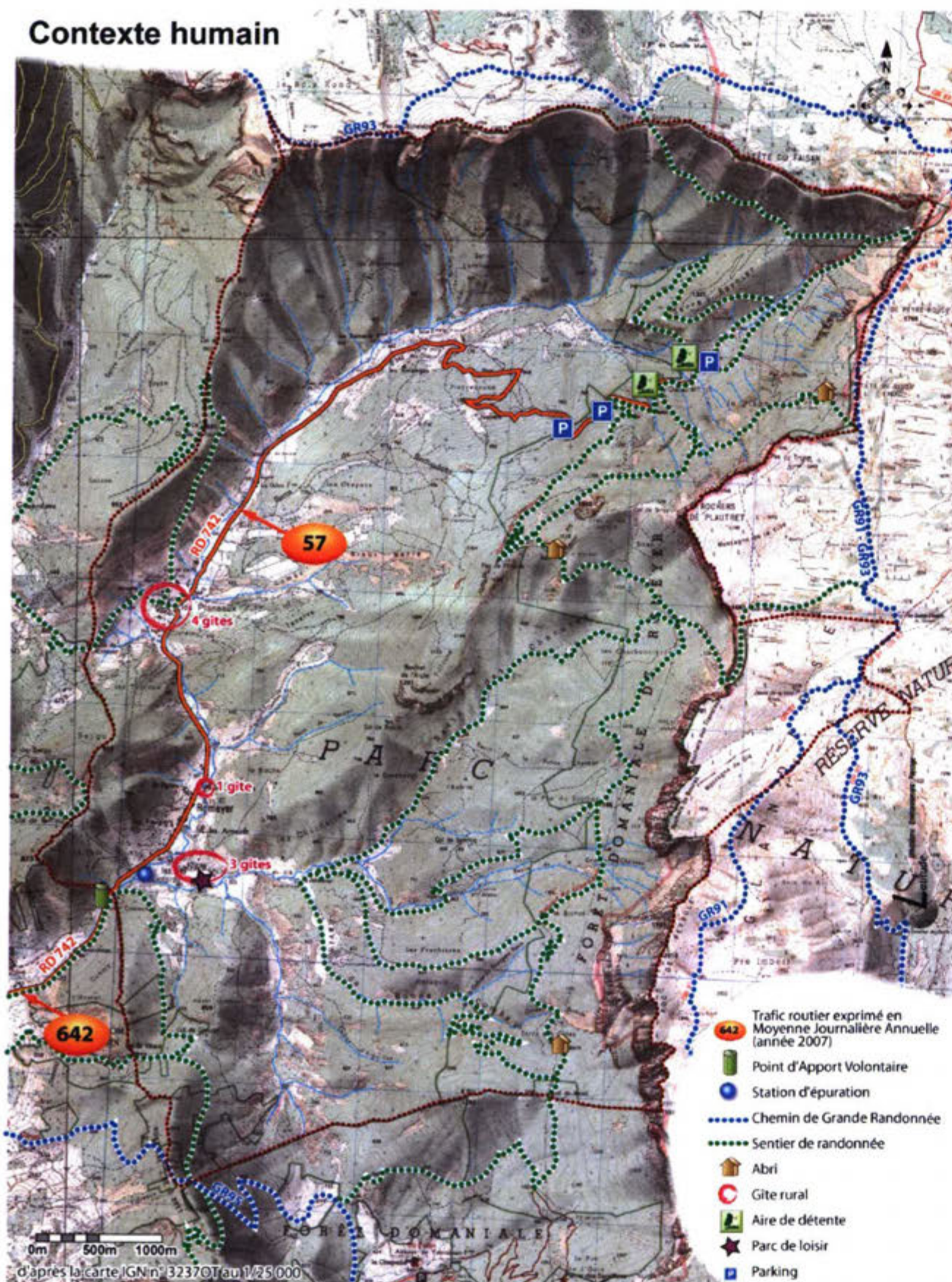
Au sens de la loi du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, est considérée comme pollution atmosphérique : "l'introduction par l'homme, directement ou indirectement dans l'atmosphère et les espaces clos, de substances ayant des conséquences préjudiciables de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à influencer sur les changements climatiques, à détériorer les biens matériels, à provoquer des nuisances olfactives excessives".

Les différentes directives de l'Union Européenne ont fixé des valeurs guides et des valeurs limites pour les niveaux de pollution des principaux polluants (Dioxyde de soufre : SO₂, Oxydes d'azote : NO_x, Poussières en suspension : PS, Ozone : O₃, Oxyde de Carbone : CO, Composés Organiques Volatiles : COV). Ces normes ont été établies en tenant compte des normes de l'Organisation Mondiale pour la Santé (O.M.S.). L'ensemble de ces valeurs a été repris dans le droit français par le décret du 6 mai 1998 relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, et, à la définition des objectifs de qualité de l'air, des seuils d'alerte et des valeurs limites.

Contexte local

Compte tenu de la situation de la commune, de l'absence de zones d'activités et d'un trafic routier très réduits (RD en impasse), la qualité de l'air est bonne à Romeyer.

Contexte humain



Les Planeaux

Situé le plus au Nord, le hameau des Planeaux est sans doute celui qui a le plus conservé son identité originelle, sans extension urbaine. Son tissu urbain est très particulier. Il s'organise en épaisseur à partir d'un maillage de plusieurs rues quasiment orthogonales et reliées par des venelles. Cela confère au hameau un aspect villageois malgré sa petite taille (une trentaine de constructions). Le parcellaire s'organise perpendiculairement aux voies. Les constructions de hauteur R+1 + combles présentent un sens de faitage parallèle aux voies principales.



Rues et venelles des Planeaux

Quelques exemples de densités urbaines sur la commune

La question de la densité urbaine est essentielle dans un contexte de raréfaction du foncier, de préservation des espaces agricoles et naturels et de protection du paysage. Une analyse des densités sur la commune de Romeyer, montre que le développement urbain est en totale déconnexion des formes et densités traditionnelles.

Les illustrations suivantes indiquent que pour une même surface d'un hectare les densités et les formes urbaines des développements urbains récents se sont réalisés en totale déconnexion de la forme urbaine traditionnelle :

- importantes densités, implantation du bâti à l'alignement et en ordre continu ou semi continu, sens des constructions parallèles ou perpendiculaires à la rue dans les formes traditionnelles anciennes,
- faibles densités, implantations en retrait, et sens d'implantation des constructions sans lien avec le site pour les développements récents



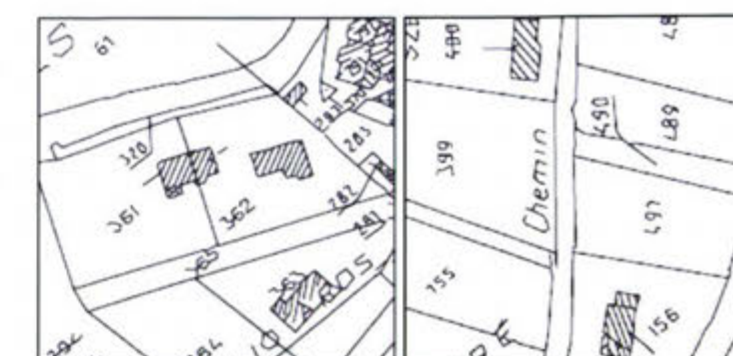
Les Vignons : 15 à 20 logts /ha Les Planeaux : 18 à 22 logts /ha



Les Liotards : 12 à 15 logts /ha Les Moulins : 12 à 15 logts /ha

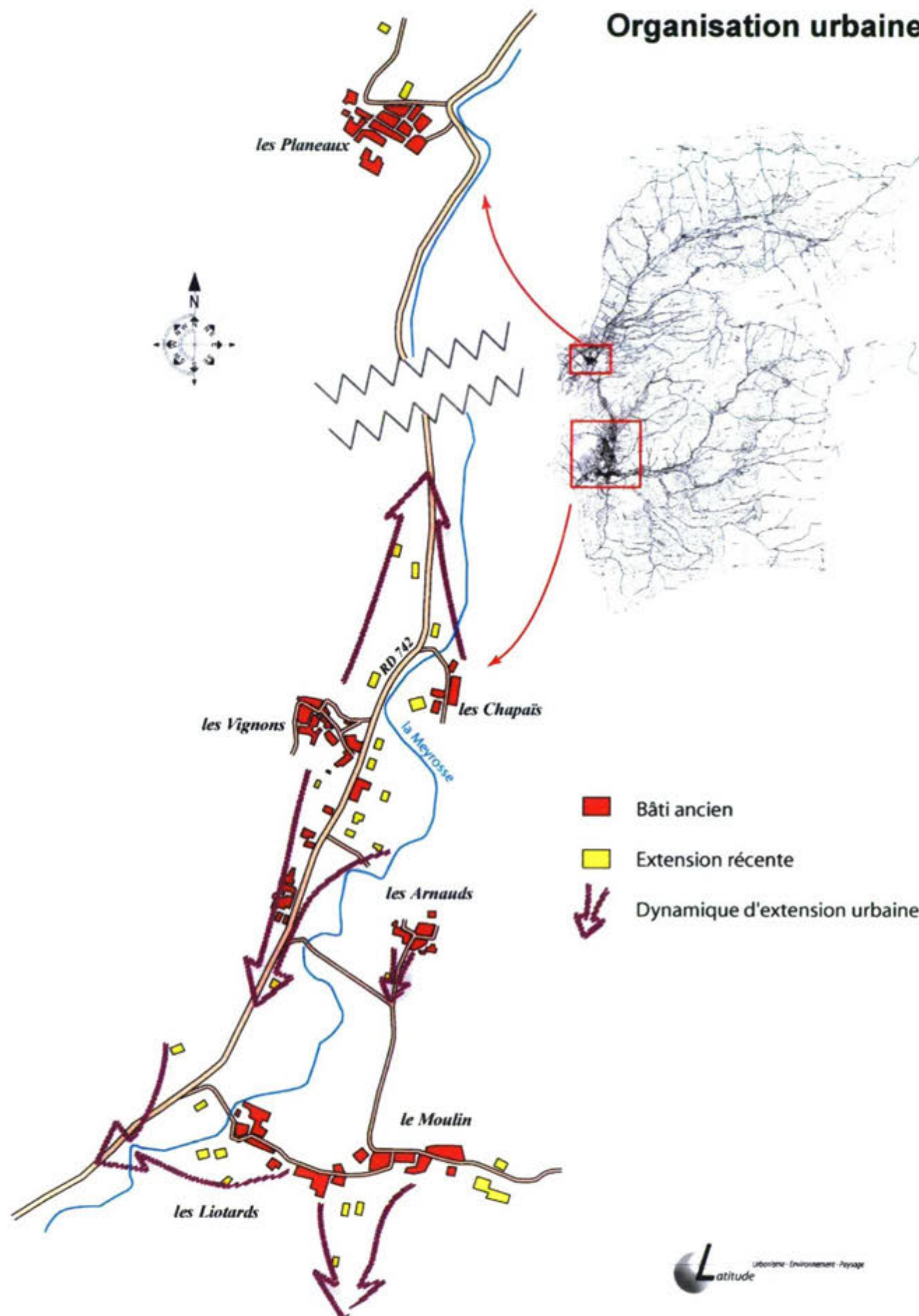


Les Chapays : 8 à 10 logts /ha Les Arnauds : 10 logts /ha



Extensions récentes : 2 à 4 logts/ha

Organisation urbaine



3 - Contexte humain

3.1 - Les déplacements

3.1.1 - Les infrastructures de transport

Le réseau de desserte du territoire

Une seule route permet de desservir la commune de Romeyer : la RD 742.

Celle-ci se situe à l'Ouest du territoire communal et permet une traversée Nord-sud de la commune.

En 2005 les trafics routiers supportés par cette route départementale étaient de 639 véhicules/jour.

Le réseau de voiries secondaires est constitué de routes communales et de pistes forestières au droit desquelles le trafic n'est pas recensé.

3.1.2 - Les chemins pédestres

Divers sentiers de randonnées sont balisés sur le territoire communal et irriguent l'ensemble de la commune :

- le sentier « **Serre des Blaches** » à l'Ouest ;
- les sentiers du « **Balcon du Glandasse** » ;
- le sentier du « **Pas de Pillouse** » (3.1 km - 1h10) ;
- le sentier des « **Drayes** » (0.7 km - 25 min)...

Ces chemins sont également complétés par les chemins de Grande Randonnée (GR) :

- le GR 95 au Sud ;
- le GR 93 au Nord-est.

Ainsi la commune présente un grand intérêt « touristique » (loisirs), en raison de la présence de nombreux sentiers dans un cadre très naturel.



Rappel des objectifs de l'Etat

En matière de déplacements et de transports, les principaux objectifs correspondent à la maîtrise des déplacements afin de préserver la qualité de l'air et de réduire les nuisances sonores. Il convient ainsi de :

- développer la diversité urbaine dans les quartiers ;
- d'aménager l'espace public en faveur des piétons et des deux roues à toute échelle de quartier ;
- ne pas augmenter l'insécurité routière ;
- hiérarchiser le réseau routier futur.



Rappel des objectifs de l'état

En matière de préservation des espaces naturels, les principaux enjeux retenus sont :

- la conservation des secteurs naturels et des grandes vallées alluviales, composantes essentielles des continuités biologiques ;
- la préservation des zones humides, indispensables au maintien de la qualité de l'eau, du contrôle des crues, de la biodiversité et des paysages. A l'échelle communale, cela passe par la réhabilitation écologique des cours d'eau, la restauration des ripisylves et des zones inondables ;

La mise en place d'un réseau écologique national destiné à assurer la préservation et la continuité entre les sites d'intérêt écologique remarquables est aussi un objectif. Pour donner le la vigueur à ce réseau national, il importe d'assurer au plan local la continuité écologique entre le chevelu du réseau hydrographique et les espaces naturels de qualité existants sur la commune ou à proximité.

Les principaux enjeux naturels de la commune concernent la présence de nombreux milieux naturels remarquables, liés à la situation de la commune aux portes de la réserve naturelle du Vercors

Plus près des hameaux les enjeux écologiques sont également forts, avec des hameaux anciens qui s'inscrivent assez bien dans la naturalité ambiante, qu'il conviendra de préserver.

Les coupures d'urbanisation sont souvent soulignées par des enjeux écologiques, comme la ZNIEFF qui souligne l'intérêt naturel de la zone située entre le bourg et les Liotards.

➤ La trame viaire

Dans cette organisation urbaine la trame viaire reste assez simple. On distingue plusieurs types de voies :

- la route principale venant de Die, elle joue le premier rôle et constitue une « épine dorsale » sur laquelle vient se brancher un réseau secondaire,
- le réseau secondaire permet de desservir et de relier les différents quartiers des Liotards, du Chapays, et des Arnauds. Ce réseau se termine souvent en impasse après avoir desservi les hameaux.

Le reste des voies est constitué de chemins ruraux.

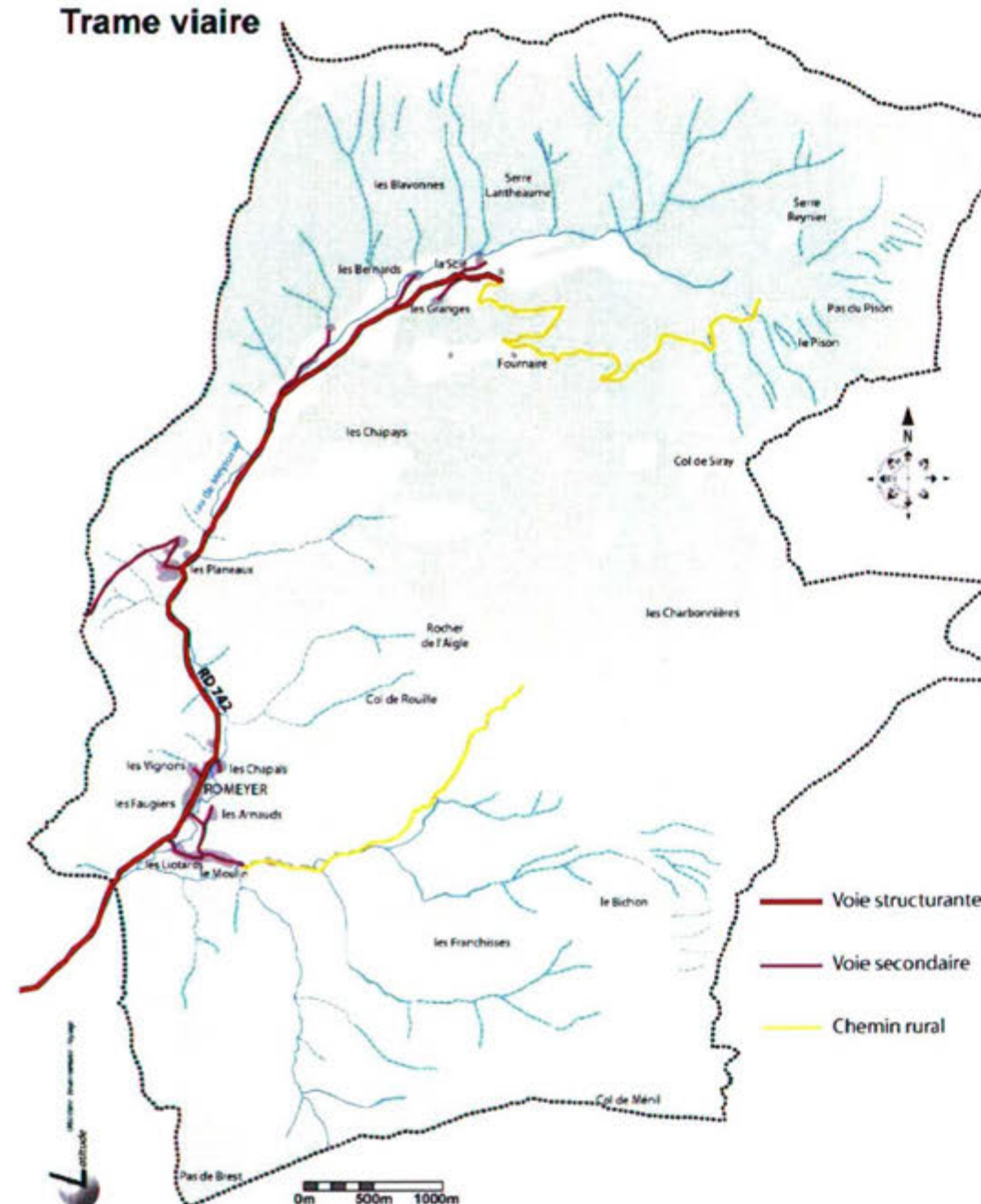
3 - Les équipements

La commune dispose d'un taux d'équipements restreint mais qui correspond à sa taille avec essentiellement la mairie.

La commune bénéficie de la proximité de Die et de son éventail d'équipements dans tous les domaines.

Toutefois, l'arrivée de nouvelles populations plus citadines exige souvent un niveau d'équipements et de services élevés. Si celle-ci se poursuit, elle nécessitera certainement une programmation de nouveaux équipements pour répondre à ces nouveaux besoins (équipements sportifs et culturels, etc.).

Trame viaire



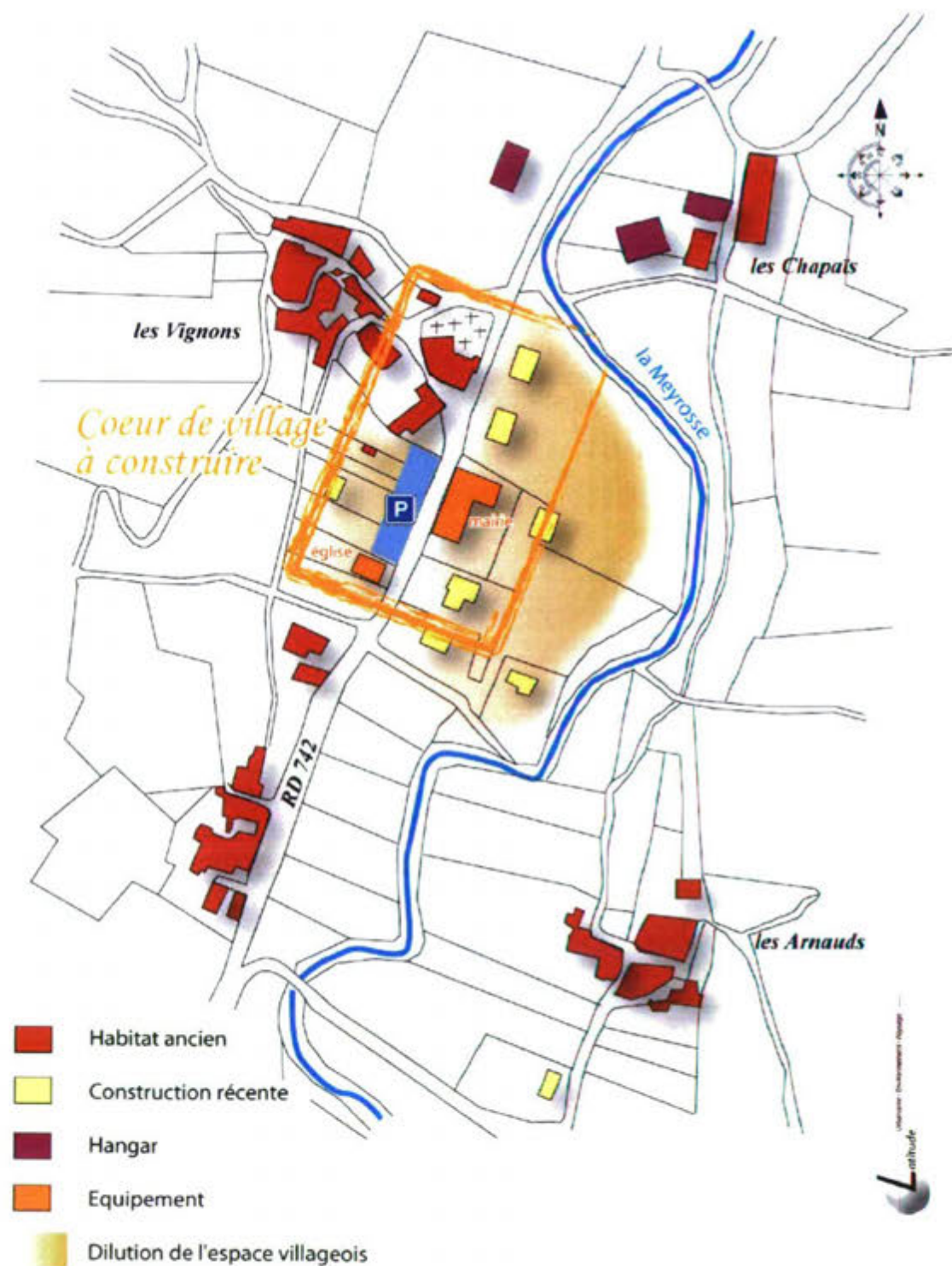
4 - Le fonctionnement urbain

La commune de Romeyer est localisée en fond de vallée, elle annonce le territoire montagnard du Vercors et de par cette position ne reçoit pas de circulation de passage.

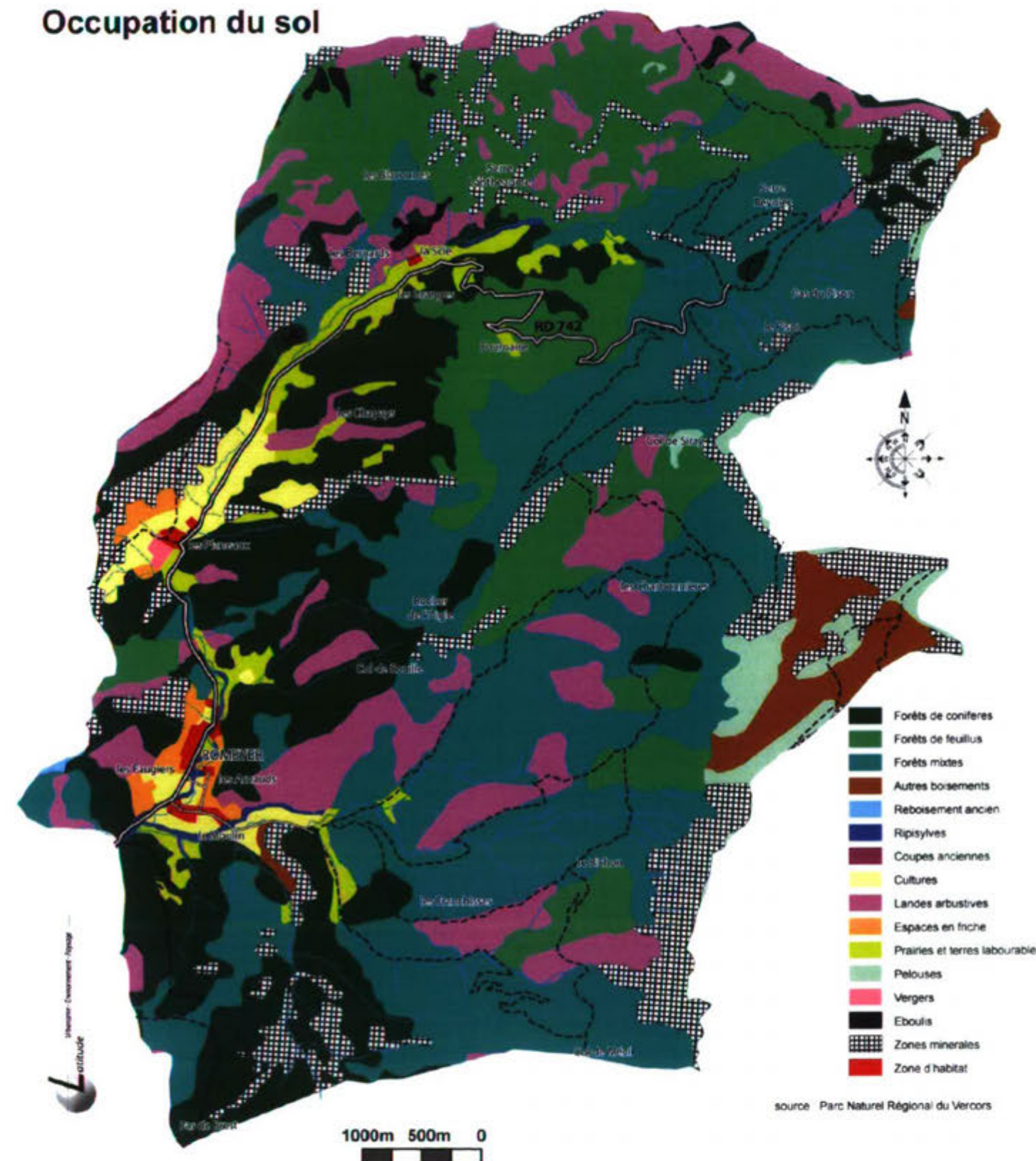
La configuration allongée du site géographique conjuguée à la dispersion en hameaux participe à un fonctionnement éclaté entre les différents hameaux, sans que se dégage véritablement un noyau villageois.

Les fonctions de cœur villageois sont représentées avec la mairie, l'école, la placette et les équipements culturels. Mais la forme urbaine est lâche et ne correspond pas à un cœur de village.

Fonctionnement du centre



Occupation du sol



source : Parc Naturel Régional du Vercors